

DEMANDEURS D'EMPLOI

Appel à accélérer le traitement des dossiers

Lire l'article de A. Z. page 3



TÉLÉPHONIE MOBILE

La eSIM bientôt

Lire l'article de El-Houari Dilmi page 4



SANTÉ

Le ministre relance le dialogue avec les syndicats

Lire l'article de M. Aziza page 3

PALESTINE

«La paix passe par le démantèlement des colonies»

Lire l'article de Mohamed Mehdi page 2

MONDIAL 2026

L'EN finit en beauté

P 11



Palestine

«La paix passe par le démantèlement des colonies»

Mardi, 5^e jour de l'entrée en vigueur du cessez-le-feu, les échanges de prisonniers décédés se poursuivent entre la Résistance palestinienne et l'entité sioniste, dans le cadre de la première phase du «plan de paix» de Donald Trump.

Mohamed Mehdi

Néanmoins, si, pour la première fois depuis deux années, le ministère de la Santé n'a pas publié de nouveau bilan statistique sur le nombre de martyrs et de blessés de l'agression israélienne, Ghaza continue d'enregistrer des victimes parmi la population civile.

Hier, au lendemain du Sommet de Charm al-Cheikh, qui a vu la signature, par Trump et plusieurs chefs d'Etats arabes et musulmans, du document portant «plan de paix», dont l'objectif supposé était de mettre fin aux actes génocidaires israéliens, des attaques de l'armée sioniste ont fait au moins 5 martyrs et plusieurs blessés au nord et au sud de l'enclave.

L'hôpital baptiste a annoncé, hier vers 11h (localement), le martyre de 5 Palestiniens par des tirs de l'occupation israélienne dans le quartier al-Shujaiya, à l'est de la ville de Ghaza, a rapporté Al Jazeera. Quelques heures plus tard, vers 15h, le complexe médical Nasser a signalé plusieurs blessés par des tirs de drone israéliens dans la région de Ma'an, à l'est de Khan Younes, au sud de la bande de Ghaza.

Par ailleurs, suite au martyre du journaliste Salah Al-Jafrawi, le Bureau des médias du gouvernement de Ghaza a confirmé, lundi dans un communiqué, que le nombre de journalistes martyrs s'élève à 255 depuis le 7 octobre 2023. «Le nombre de journalistes martyrs s'élève à 255 depuis le début de la guerre génocidaire dans la bande de Ghaza, suite au martyre de Saleh Al-Jafrawi qui a travaillé pour plusieurs médias», lit-on dans le communiqué.

Le gouvernement tient «l'occupation israélienne et ses bandes criminelles», ainsi que «l'administration américaine et les pays complices du crime de génocide, comme le Royaume-Uni, l'Allemagne et la France», pour «pleinement responsables de ces crimes odieux (...) contre notre peuple palestinien».

GHAZA S'APPRÊTE À RECEVOIR LES PREMIERS CORPS DE MARTYRS

Le ministère de la Santé a annoncé, mardi, que les équipes médicales, par l'intermédiaire du Comité de gestion des corps des

martyrs, «sont prêtes à recevoir les corps des martyrs qui devraient être libérés par l'occupation et à les prendre en charge conformément aux procédures et protocoles médicaux en vigueur».

«Les équipes médico-légales et ambulancières, ainsi que le personnel infirmier et technique, ont été équipés pour assurer l'achèvement des processus de réception, d'examen, de documentation et de remise aux familles des martyrs, dans le respect qu'impose le caractère sacré et la dignité des martyrs vertueux», ajoute le communiqué du ministère de la Santé.

La déclaration avise également qu'un «lien (Web) spécial» sera publié pour «afficher les effets personnels et les signes distinctifs des corps, si disponibles, afin que les familles puissent les identifier».

A ce propos, des sources médicales ont indiqué, hier à Al Jazeera, que la Croix-Rouge internationale avait reçu les corps de 45 Palestiniens détenus en Israël, indiquant que les dépouilles étaient en cours d'examen. Par ailleurs, concernant les détenus israéliens morts à Ghaza sous les bombardements de l'armée sioniste, la Croix-Rouge internationale a alerté sur la possibilité que leurs corps ne puissent pas être retrouvés rapidement.

Selon Al Jazeera, le porte-parole de la Croix-Rouge a affirmé que «la restitution des corps des détenus tués pendant la guerre prendra du temps», ajoutant «qu'il est possible» que les corps de certains détenus israéliens à Ghaza «ne soient jamais retrouvés, ce qui représente un défi plus grand que la libération des vivants».

Auparavant, le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) avait appelé les parties et les médiateurs à «garantir la bonne application de l'accord de cessez-le-feu dans la bande de Ghaza et à «restituer les dépouilles des victimes à leurs familles».

FDLP : LA CLÉ DE LA SÉCURITÉ RÉSIDE DANS L'OBTENTION DES PALESTINIENS DE LEURS DROITS LÉGITIMES

Commentant le Sommet de Charm al-Cheikh, le Front démocratique pour la libération de la Palestine (FDLP) a déclaré, hier dans un communiqué, que «toute discus-

Boudjemaa reçoit la Coordinatrice résidente des Nations Unies en Algérie

Le ministre de la Justice, garde des Sceaux, Lotfi Boudjemaa, a reçu, lundi, la Coordinatrice résidente des Nations Unies en Algérie, l'ambassadrice Savina Ammassari, indique un communiqué du ministère.

Lors de cette rencontre qui s'est déroulée en présence de la Représentante du Fonds des Nations Unies pour l'enfance

(UNICEF) en Algérie, Katarina Johansson, et de cadres du ministère de la Justice, les deux parties ont mis en avant "les relations de coopération privilégiées entre le secteur de la justice et la représentation du Système des Nations unies en Algérie, et la richesse des programmes qu'elle parraine".

Les deux parties ont également évoqué "les moyens de

renforcer et de soutenir les efforts de coopération, notamment ceux inscrits dans le cadre de la stratégie de lutte contre le crime organisé, le développement et la modernisation du système des tribunaux mobiles, la protection de l'enfance et la promotion de la bonne gouvernance dans le cadre de la consolidation de l'Etat de droit", conclut le communiqué.

ANALYSE

Abdelkrim Zerzouri

Le Nobel de la Paix 2025, attribué à Maria Corina Machado, figure de

proue de l'opposition vénézuélienne, n'a pas dérogé à sa réputation, entraînant dans son sillage la controverse et provoquant des mécontentements par ci et par là. Contrairement à d'autres disciplines scientifiques, où les lauréats ne font l'objet presque jamais de la contestation d'une quelconque partie, le Nobel de la Paix, à l'exception de celui qui a été attribué en 2020 au Programme alimentaire mondial (PAM), ne fait pas l'unanimité au sein de l'opinion mondiale. En d'autres termes, on y trouve toujours à redire sur le lauréat du prix avec l'esprit et la lettre du testament d'Alfred Nobel, paraphé en 1895, qui souligne qu'il doit être attribué chaque année à «la personne qui aura le plus ou le mieux contribué au rapprochement des peuples, à la suppression ou à la réduction des armées permanentes et à la tenue et à la promotion des conférences de paix». Rapports trop étroits avec la politique, manque de transparence dans la sélection des lauréats, objections, contestations, les mots critiques n'ont que très rarement manqué pour fustiger les lauréats du Nobel de la Paix. En raison des vagues suscitées par les choix du comité Nobel norvégien, on s'accorde à dire unanimement que c'est le Nobel le plus controversé des prix Nobel. Et, cette fois-ci, le prix en question n'a pas seulement suscité la controverse, la crise diplomatique entre le Venezuela et la Norvège, en sus d'avoir provoqué le mécontentement du président Trump et ses soutiens, qui voyaient ce titre sur sa poitrine sans rival de poids. Même la Maison Blanche a

De la controverse au scandale ?

rejoint la mêlée pour accuser le comité Nobel de privilégier «la politique avant la paix». Car, il n'est

pas loin de faire éclater un gros scandale. Dans ce contexte, une enquête pour espionnage a été ouverte par l'Institut du prix Nobel suite à des soupçons de fuite concernant l'attribution du prix Nobel de la paix à Maria Corina. Des parties proches de ce dossier affirment que, bien qu'elle ne soit pas la favorite, les chances de Maria Corina de remporter le prix ont brusquement augmenté de 3,75% à près de 73% en quelques heures sur la plateforme de paris prédictifs Polymarket, et ce entre jeudi et vendredi, quelques heures avant l'annonce du lauréat. Pourtant, les spécialistes et les médias n'ont à aucun moment mentionné son nom parmi les favoris du Nobel. Et ce n'est pas le dernier venu qui met en lumière ces soupçons d'espionnage, car il s'agit de M. Kristian Berg Harpviken, directeur de l'Institut Nobel, qui a soutenu dans une intervention à la chaîne de télévision norvégienne TV2 qu'il s'agissait «très probablement d'espionnage». Ajoutant que cette affaire d'espionnage plane constamment, depuis des décennies, selon ses propos, sur l'institution.

De toute évidence, on ne pourra pas retirer le prix à la lauréate, même s'il est amoindri moralement dans le cas d'une confirmation des soupçons d'espionnage, mais cette menace devrait inciter l'institution norvégienne à prendre de plus grandes mesures de sécurité, tant que les parieurs rapprochent leur nez du cercle très réduit des personnes qui sont au courant du nom du lauréat avant qu'il ne soit annoncé publiquement.

sion sur la paix, la sécurité et la stabilité dans la région ne peut se justifier que par une reconnaissance claire et explicite des droits nationaux légitimes de notre peuple à la liberté, à l'indépendance et au droit au retour des réfugiés».

«Tout discours sur la paix, la sécurité et la stabilité dans la région ne peut se justifier que par l'exercice par notre peuple de son droit sacré à l'autodétermination sur sa patrie, la Palestine, et par l'établissement d'un État palestinien pleinement souverain et indépendant, avec Jérusalem occupée pour capitale, aux frontières du 4 juin

1967», lit-on dans la déclaration du Front Démocratique.

Le FDLP rappelle également que «la question des réfugiés doit être résolue conformément à la résolution 194 (du Conseil de Sécurité de l'ONU, ndlr), qui garantit leur droit au retour dans les foyers et les propriétés dont ils ont été chassés depuis 1948».

Dans le même contexte, le FDLP a salué «le discours du président égyptien Abdelfattah al-Sissi, qui a exprimé une position claire sur le droit du peuple palestinien à l'autodétermination et à la création de son État indépendant avec

Jérusalem pour capitale», réitérant son «appréciation des efforts égyptiens visant à inviter les factions nationales et islamiques à un dialogue national afin de convenir d'un plan d'action pour le lendemain du cessez-le-feu dans la bande de Ghaza et en Cisjordanie».

La déclaration rappelle aussi que «la paix ne passe pas seulement par la bande de Ghaza, mais plutôt par le rétablissement de l'intégrité territoriale de l'État de Palestine entre la Cisjordanie et la bande de Ghaza, la fin de l'occupation, le démantèlement des colonies (...)».

Le Quotidien
D'ORAN

Edition Nationale d'Information
Editée par la SPA
ORAN - PRESSE
au Capital de 195.923.000,00 DA

Président
Directeur Général
Directeur
de la Publication
Mohamed Abdou
BENABBOU

Direction - Administration
Rédaction
63, Ave de l'ANP - Oran
B.P.N°110 - Oran
Tél. 041.23.25.22
23.25.23 / 23.25.24
23.25.69 / 23.25.84 / 23.26.15

Fax Pub: 041.23.25.21
Fax et Rédaction: 041.23.25.20
Imp.: Oran: imprimerie
"Le Quotidien d'Oran"
Alger: imprimerie "Le Quotidien d'Oran"
Constantine: S.I.E.

INTERNET: <http://www.lequotidien-oran.com>
E-mail: infos@lequotidien-oran.com
publicite@lequotidien-oran.com
admin@lequotidien-oran.com
lequotidiendoran@yahoo.fr

Diffusion: Ouest et Centre: SDPO - Est: SO.DI. PRESSE

«Pour votre Publicité s'adresser à: L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité» - Agence ANEP 01, Avenue Pasteur - Alger - **Téléphone:** 020.05.20.91 / 020.05.10.42 - **Fax:** 020.05.11.48 / 020.05.13.45 / 020.05.13.77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz / programmation.regie@anep.com.dz / agence.oran@anep.com.dz / agence.annaba@anep.com.dz / agence.ouargla@anep.com.dz / agence.constantine@anep.com.dz

Demandeurs d'emploi
Appel à accélérer le traitement des dossiers

La numérisation en cours au niveau de l'Agence nationale de l'emploi (ANEM), notamment l'intégration de l'intelligence artificielle dans les services de l'agence, devrait renforcer l'efficacité de l'intermédiation, accélérer le traitement des demandes d'emploi et donner une meilleure transparence dans la gestion de ce volet sensible.



A. Z.

C'est ce qui ressort de la réunion d'évaluation consacrée aux activités de l'ANEM, tenue lundi, et qui a été présidée par le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Abdelhak Saihi. Ce dernier a insisté sur la nécessité de moderniser le service public, et d'accompagner les demandeurs d'emploi, indique un communiqué du ministère. Appelant dans ce sillage à «intensifier la coordination entre les différents secteurs, à rompre avec les modes de gestion traditionnels, à approfondir la numérisation et à améliorer la réponse aux attentes des citoyens, par le développement de services interactifs et intelligents permettant d'accroître l'efficacité de la performance, tout en renforçant le principe d'humanisation des rapports avec le citoyen, traduisant ainsi l'engagement de l'Etat algérien à servir tous les citoyens sans exception, dans le cadre de sa dimension sociale».

Dans le cadre de ses rencontres périodiques visant à suivre la mise en œuvre de la feuille de route sectorielle, le ministre a souligné, à cette occasion, l'importance de ces rencontres d'évaluation, en tant que «mécanisme essentiel pour améliorer les performances des organismes sous tutelle», affirmant la nécessité de «garantir la qualité du service public, en identifiant les défis et les obstacles pouvant entraver la réalisation des objectifs fixés», précise la même source. Après présentation par le directeur général de l'ANEM du bilan des activités de l'agence pour l'année 2025, notamment les volets de la transformation numérique en

cours, dont l'intégration de l'intelligence artificielle dans les services de l'agence, le ministre a donné «des instructions strictes pour redoubler d'efforts et accompagner la dynamique économique que connaît le pays».

Ainsi, le ministre a appelé à «accélérer le traitement des dossiers des demandeurs d'emploi, à élaborer un plan d'action à court et moyen terme visant à améliorer la performance de l'ANEM, à renforcer la coordination effective avec les secteurs économiques pourvoyeurs d'emplois en vue d'offrir des opportunités adaptées aux compétences nationales, et à accompagner les bénéficiaires de l'allocation chômage afin de faciliter leur insertion dans le marché du travail à travers des emplois correspondant à leurs aptitudes et qualifications».

Le ministre a également souligné «la nécessité d'améliorer la qualité du service public en développant des plateformes numériques accessibles, reposant sur les technologies de l'intelligence artificielle pour simplifier les procédures administratives, dans une approche moderne et efficace visant à rapprocher l'administration du citoyen et à consacrer le principe d'une administration à son service».

A l'issue de la rencontre, le ministre a exhorté les cadres du secteur à «adopter une nouvelle vision de gestion fondée sur la lutte contre les pratiques négatives et l'ouverture à des initiatives permettant aux jeunes de valoriser leurs compétences et de concrétiser leurs aspirations dans un environnement de travail motivant, plaçant le citoyen au centre des priorités».

Santé
Le ministre relance le dialogue avec les syndicats

M. Aziza

Le ministre de la Santé, le Pr Mohamed Seddik Aït Messaoudene, a renoué avec les rencontres consultatives avec les partenaires sociaux, consacrées à l'examen des statuts particuliers et des conditions socioprofessionnelles des différents corps du secteur. La première rencontre, tenue avant-hier, a réuni le Syndicat national des corps communs de la santé publique, conduit par son président M. Kassar Ayache. Une corporation souvent décrite par ses représentants comme l'une des plus lésées du secteur. Selon le communiqué du ministère, le Pr Aït Messaoudène a tenu à rassurer les représentants syndicaux quant à la prise en charge de leurs revendications, affirmant qu'elles bénéficieront d'une attention particulière. Le ministre a réitéré son engagement à améliorer les conditions de travail des personnels de santé, soulignant que cette démarche s'inscrit dans une vision globale vi-

sant à renforcer le dialogue social. Il a, par ailleurs, salué le rôle central de la commission nationale chargée du dialogue, qualifiée de «maillon essentiel» dans le processus de concertation entre le ministère et les partenaires sociaux. Le ministre a insisté sur la nécessité de renforcer la confiance, la coopération et la compréhension mutuelle entre les différentes parties prenantes. De son côté, le président du syndicat, M. Ayache Kassar, a remercié le ministre pour son ouverture au dialogue et l'a félicité pour sa nomination, exprimant sa confiance en sa capacité à impulser une nouvelle dynamique pour moderniser le système de santé et valoriser l'ensemble des personnels. Le ministre a rappelé que la prise en charge du patient demeure au centre de la politique nationale de santé, ajoutant que la valorisation de tous les corps constitue une condition essentielle pour atteindre les objectifs fixés. Il a également annoncé qu'une série d'autres rencontres avec les organisations

syndicales suivra dans le cadre d'un programme global d'écoute et de concertation participative. Cette reprise du dialogue arrive au moment où plusieurs syndicats expriment leurs inquiétudes face au retard dans le traitement de certains dossiers. Le Syndicat national des praticiens de santé publique (SNPSP) s'est notamment interrogé, dans un communiqué publié hier, sur le sort du dossier des statuts particuliers des praticiens (médecins généralistes et spécialistes). Le SNPSP a rappelé que la dernière rencontre avec les représentants du ministère remonte au 29 mai 2025, date à laquelle l'administration s'était engagée à transmettre les propositions et les modifications apportées aux textes d'application au Premier ministère. Le syndicat regrette aujourd'hui une certaine tergiversation dans le traitement de ces dossiers et appelle à une prise en charge effective des revendications socioprofessionnelles, déjà discutées à plusieurs reprises au sein du ministère.

Raïna Raïkoum

El-Houari Dilmi

Si d'aucuns continuent de faire dans le bashing pour voir tout en noir dans un pays baigné de

soleil, il faut dire que beaucoup de choses restent à faire pour amarrer définitivement le gigantesque paquebot Algérie au TGV du développement tous azimuts. Telle une vie dans l'irréel, tout le monde n'est pas ravi par le changement salutaire en cours dans le pays. Sans faire la fine bouche, de bonnes choses sont en train de se faire dans le pays, mais la résistance au changement continue de brider l'avancée du pays. Histoire tristement vraie : un père de famille, après avoir remué ciel et terre pendant longtemps, trouve enfin un job pour son fils qui lui répond du tic au tac : « va travailler toi qui n'a pas de père, moi j'ai le mien ! ». Ceux qui résistent farouchement au vent du changement qui souffle sur le pays, ne comptent pas abandonner la partie de sitôt. On le dit et on le redit contre vents et marées, de belles perspectives

«Trabendisme» mental !

s'offrent à l'Algérie qui n'a pas encore exploré son formidable potentiel de développement. Sans faire dans la «méthode Coué»,

une bonne partie du chemin est en train d'être déblayée pour laisser place à l'Algérie façonée dans le moule des principes fondateurs du 1^{er} Novembre 1954. Mais pour cela, il faut quitter les sentiers du «trabendisme mental». Il suffit de bien ouvrir l'œil pour constater que parmi nous, il existe des gens qui ont cette manie de nettoyer leurs maisons en cachant la poussière sous le tapis du salon. Mais cela ne trompe personne.

Au moment où le monde est en proie à des bouleversements imprévisibles et des périls qui sont loin d'être une vue de l'esprit, l'Algérie fait preuve de raison et de sagesse, pour ne pas trop bousculer les choses. Débusquer les forces du mal, là où elles se trouvent, reste assurément la première mission pour sauver le pays, qui a failli être «mangé cru» par des mains baladeuses !

Rencontre ministre de la Communication/ syndicats
Nécessité de parachever le système législatif

Le ministre de la Communication, M. Zoheir Bouamama, a rencontré, lundi, les responsables et représentants des syndicats et organisations du secteur, insistant sur la nécessité de parachever le système législatif du secteur, indique un communiqué du ministère.

Lors de cette rencontre, qui traduit l'attachement du ministère à être à l'écoute permanente des préoccupations et propositions des personnels et acteurs du secteur mais aussi des partenaires sociaux sur les questions socioprofessionnelles des travailleurs du secteur, le ministre a souligné "l'importance de parachever le systè-

me législatif dans son volet lié à la promulgation des textes de loi, notamment le statut particulier du journaliste, qui permettra, a-t-il dit, "le traitement de plusieurs questions en suspens, et une réorganisation globale du secteur".

Il a également mis l'accent sur la nécessité "d'installer les autorités de régulation qui sont à même d'assurer une meilleure organisation du paysage médiatique et de veiller au respect des règles et fondements juridiques régissant la pratique journalistique".

A cette occasion, M. Bouamama a appelé l'ensemble des responsables syndicaux et re-

présentant d'associations nationales du secteur à "s'organiser conformément aux orientations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, et à faire preuve de solidarité syndicale dans l'intérêt général des journalistes".

Les représentants des syndicats ont, pour leur part, salué "l'esprit d'ouverture et de concertation qui caractérise les relations entre le ministère et les partenaires sociaux", exprimant leur "disponibilité à contribuer activement à toutes les initiatives visant à développer le secteur et à améliorer sa performance professionnelle et institutionnelle", conclut le communiqué.

Téléphonie mobile La eSIM bientôt

El-Houari Dilmi

À quelques semaines du lancement officiel de la 5G en Algérie, le pays vient de sauter un nouveau pas dans sa transformation numérique, avec l'intégration de la eSIM par les trois opérateurs mobiles activant en Algérie. En effet, le ministre de la Poste et des Télécommunications, Sid Ali Zerrouki, a présidé lundi une réunion avec le président de l'Autorité de régulation des postes et télécommunications, des représentants des opérateurs de téléphonie mobile et des représentants de l'Agence nationale des fréquences, consacrée à l'intégration de la carte électronique (eSIM) dans les offres de services. Dans un communiqué, le ministre a précisé que le ministre a souligné à cette occasion que cette technologie représentait « une avancée majeure dans les services de téléphonie mobile, car elle permet d'activer plusieurs lignes sur un seul appareil sans avoir besoin d'une carte SIM physique, ce qui contribue à simplifier les procédures, à réduire les importations de cartes SIM et à renforcer la sécurité nu-

mérique ». Il a ajouté que l'adoption de la eSIM s'inscrit dans le cadre de la « feuille de route pour la transformation numérique qui accompagne la préparation du lancement du réseau de cinquième génération », appelant à une « coordination étroite entre les opérateurs et l'autorité de régulation afin de garantir la disponibilité de l'infrastructure et l'harmonisation des normes techniques ».

Dans le même contexte, il a également souligné « l'importance du partage des infrastructures entre les opérateurs, considéré comme un choix stratégique visant à réduire les charges d'investissement dans les infrastructures et à les orienter vers le renforcement des investissements dans les installations techniques pour les services de téléphonie et d'Internet ». Il a souligné à cet égard que le citoyen reste « au cœur des priorités du secteur et que l'intégration de ce nouveau service s'inscrit dans la volonté du ministère de fournir des services numériques modernes et sécurisés qui renforcent la position de l'Algérie dans le domaine des communications modernes », selon la même source.

Sonarem Reda Belhadj nouveau PDG par intérim

Le ministre d'Etat, ministre des Hydrocarbures et des Mines, Mohamed Arkab, a présidé, lundi, la cérémonie d'installation de Reda Belhadj en qualité de Président-directeur général (PDG) par intérim du groupe Sonarem, en remplacement de Belkacem Soltani, indique un communiqué du ministère.

La cérémonie d'installation s'est déroulée au siège du ministère, en présence de la secrétaire d'Etat chargée des Mines, Karima Bakir Tafer, et de plusieurs cadres du secteur. A cette occasion, M. Arkab a affirmé que cette nomination s'inscrit dans la dynamique continue que connaît le secteur des hydrocarbures et des mines, notamment dans son volet minier, saluant le rôle "central" que joue le groupe Sonarem dans la valorisation et l'exploitation des ressources minières nationales, la promotion de l'investissement et le développement de l'activité minière, notamment à travers les grands projets.

Il a précisé que la nomination de M. Belhadj reflétait la volonté de l'Etat de confier la gestion des entreprises stratégiques à des compétences nationales qualifiées, afin de contribuer à leur développement et à la promotion du processus de transformation industrielle et économique du pays.

Il a assuré son soutien total au nouveau PDG dans ses nouvelles fonctions, en l'encourageant à poursuivre le processus de réforme et de

modernisation visant à améliorer les performances du groupe et à renforcer sa compétitivité sur les marchés national et international. M. Arkab a également exprimé sa gratitude à Belkacem Soltani pour les efforts consentis durant son mandat à la tête du groupe, lui souhaitant plein succès dans la suite de sa carrière professionnelle.

Pour sa part, M. Belhadj a exprimé sa gratitude pour la confiance qui lui a été accordée, affirmant sa détermination à poursuivre la mise en œuvre de la stratégie du groupe selon une vision moderne, axée sur la valorisation des ressources minières nationales, la promotion de l'innovation et l'ouverture sur des partenariats internationaux mutuellement bénéfiques. Avant sa nomination à la tête de Sonarem par intérim, M. Belhadj occupait le poste de PDG de la Société nationale du fer et de l'acier (FERAAL),

Doté d'une expérience de plus de 25 ans dans l'industrie sidérurgique et minière, il a occupé plusieurs postes de direction au sein de grandes entreprises nationales, telles que les groupes SIDER, ArcelorMittal Algérie et FERAAL. Il est titulaire d'un diplôme d'ingénieur d'Etat en électronique, spécialité automatique, de l'Université Badji Mokhtar d'Annaba, ainsi que d'un master en management des affaires obtenu de l'Institut international de management.

Hydrocarbures, mines Intérêt indonésien pour l'investissement en Algérie

Le ministre d'Etat, ministre des Hydrocarbures et des Mines, Mohamed Arkab, a reçu, lundi, l'ambassadeur de la République d'Indonésie en Algérie, Chalief Akbar Tjandraningrat, avec lequel il a examiné les voies et moyens de renforcer la coopération bilatérale dans les domaines des hydrocarbures et des mines, notamment à la lumière de l'intérêt croissant des entreprises indonésiennes pour l'investissement en Algérie, indique un communiqué du ministère.

La rencontre - qui s'est déroulée au siège du ministère en présence de la secrétaire d'Etat chargée des Mines, Karima Bakir Tafer, du directeur général de la société "Pertamina Algérie" ainsi que de plusieurs cadres des deux parties - a été consacrée à l'examen des perspectives de coopération algéro-indonésienne dans les secteurs des hydrocarbures et des mines, précise le communiqué. La réunion a été une occasion pour échanger les vues sur les moyens de développer le partenariat entre les entreprises des deux pays, "notamment à la lumière de l'intérêt croissant des entreprises indonésiennes pour l'investissement en Algérie, à

l'instar des sociétés "Pertamina" et "Pupuk", précise la même source. Les discussions ont également porté sur le renforcement de la coopération entre le groupe Sonatrach et la société Pertamina dans les domaines de l'industrie pétrolière et gazière, ainsi que dans la commercialisation du pétrole brut.

Par ailleurs, il a été question d'un plan d'investissement présenté par la société "Pupuk Indonesia", leader dans les industries chimiques et des engrais, qui a exprimé "son intérêt pour le développement de projets conjoints dans les domaines du phosphate et du gaz en Algérie, offrant ainsi de nouvelles opportunités de production locale et d'augmentation de la valeur ajoutée", selon la même source.

Les deux parties ont aussi abordé les moyens de développer la coopération dans le secteur minier, notamment dans l'exploitation, la transformation et la commercialisation du phosphate, ainsi que dans la prospection et l'exploitation des ressources minérales telles que le lithium. Elles ont, en outre, évoqué le renforcement du dialogue et de la coopération

concernant les chaînes d'approvisionnement et la production durable de matières premières critiques et de métaux rares, ainsi que l'échange d'expertises dans les domaines des hydrocarbures et des mines.

Par la même occasion, M. Arkab a réaffirmé "l'attachement de l'Algérie à construire des partenariats stratégiques équilibrés et fructueux avec les pays amis, fondés sur le principe du bénéfice mutuel, le transfert de technologie et la valorisation des ressources nationales", saluant l'expérience indonésienne dans le développement des industries de transformation liées aux hydrocarbures et aux mines. L'ambassadeur indonésien a, pour sa part, exprimé la considération que porte son pays pour les opportunités de coopération offertes en Algérie.

Il a souligné la volonté de l'Indonésie de renforcer sa présence économique en Afrique à travers des partenariats de qualité avec l'Algérie, considérée comme "un partenaire fiable grâce à sa stabilité, à la richesse de ses ressources naturelles et à son cadre juridique incitatif à l'investissement", conclut le communiqué.

Constantine Saisie de plus de 8 tonnes de couscous avarié

Une quantité estimée à 8,125 tonnes de couscous impropres à la consommation, vient d'être saisie par les services de la sûreté de daïra de Hamma Bouziane relevant de la sûreté de wilaya de Constantine, a-t-on appris mardi auprès des services de ce corps constitué. Ce lot de couscous jugé "avarié", a été dé-

couvert dans l'une des unités de production de pâtes, suite à un contrôle de routine mené en étroite collaboration avec les brigades d'inspection de la direction du commerce et des services agricoles, a précisé la cellule de communication et des relations publiques de la sûreté de wilaya. L'intervention s'inscrit dans le

cadre des efforts visant la protection de la santé du consommateur et la lutte contre le phénomène des intoxications alimentaires, a affirmé la même source. La marchandise en question a été immédiatement détruite par les services concernés et des procédures judiciaires nécessaires ont été prises, a-t-on indiqué.

A partir du 20 octobre Révision périodique des listes électorales

L'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE) a annoncé, mardi dans un communiqué, l'ouverture de la période de révision des listes électorales, à partir de lundi 20 octobre courant, jusqu'au mardi 18 novembre prochain.

"En application des dispositions de l'ordonnance N 21-01 du 26 Rajab 1442 correspondant au 10 mars 2021 portant loi organique relative au régime électoral, modifiée et complétée, notamment les articles 62 et 65, l'ANIE informe les citoyens algériens et citoyennes algériennes, de l'ouverture de la période de révision périodique des listes électorales, à partir de lundi 20 octobre 2025, et de sa clôture mardi 18 novembre 2025", précise la même source.

L'ANIE invite "les citoyennes

et les citoyens non-inscrits sur les listes électorales, ayant atteint 18 ans au 31 décembre 2025, et remplissant les conditions légalement requises, à demander leur inscription sur la liste électorale de leur commune de résidence".

L'Autorité a également "invité les électeurs inscrits sur les listes électorales ayant changé de lieu de résidence, à demander leur inscription sur la liste électorale de leur nouvelle commune de résidence". Les citoyennes et citoyens inscrits sur les listes électorales qui ont changé d'adresse dans leur commune de résidence pourront, en cas d'erreurs matérielles constatées dans leurs données personnelles, "demander l'actualisation de la liste électorale au niveau de leur commune de résidence". "Les citoyens doivent se rendre au siège de la

délégation communale de l'ANIE au niveau de leur lieu de résidence pour soumettre toute demande, selon le cas, munis d'une pièce d'identité et d'une attestation de résidence, et ce de 09:00 à 16:00 tous les jours de la semaine à l'exception du vendredi et du samedi", a-t-on précisé de même source.

Les citoyens peuvent accéder au site web de l'ANIE pour s'assurer de leur inscription, envoyer des demandes d'inscription, de radiation ou d'actualisation de leurs données personnelles via le lien "https://services.ina-elections.dz". "Les citoyennes et citoyens résidant à l'étranger, "doivent se rapprocher des représentations diplomatiques ou consulaires pour leur inscription, selon la même procédure".

MINISTRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE
UNIVERSITE IBN KHALDOUN DE TIARET
Site web : WWW.univ-tiaret.dz
BP 78 Zakroua 14000 Tiaret
NIF : 41202000140056

VICE RECTORAT DU DEVELOPPEMENT, DE LA PROSPECTIVE ET DE L'ORIENTATION

AVIS D'ATTRIBUTION PROVISoire

ET D'INFRUCTUOSITE

de l'appel d'offre n°08/UIKT/2025

Conformément aux dispositions du Décret présidentiel n° 15-247 du 2 Dhou El Hidja 1436 correspondant au 16 septembre 2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public et la loi n° 23-12 au 5 août 2023 fixant les règles générales relatives aux marchés publics, l'Université Ibn Khaldoun de Tiaret informe l'ensemble des soumissionnaires ayant participé à l'avis d'appel d'offre national ouvert avec exigences de capacités minimales N° 08 /UIKT/2025, publié dans les quotidiens nationaux (Le Quotidien d'Oran-édition 90) et le BOMOP à partir du 01-07-2025, concernant « Acquisition d'équipements scientifique et technologique pour différents laboratoires au profit de l'université de Tiaret », qu'à l'issue de l'examen et de l'évaluation des offres techniques et financières, l'attribution provisoire et l'infructuosité des lots sont :

N° et intitulé du lot	Soumissionnaire retenu	Montant proposé DA (TTC)	Montant corrigé DA (TTC)	Délai proposé jour	Note. F /40	Note. T /60	Note globale /100	Observation
Lot N° 01 : Laboratoire de reproduction des animaux de la ferme ;	SARL ESCLAB NIF : 000406018466661	4 680 865,00	/	120 jours	40	60	100	Meilleur offre
Lot N° 02 : Laboratoire d'hygiène et pathologie animale ;	SARL NADIRLAB NIF : 000731010916401	1 785 000,00	/	180 jours	40	60	100	Meilleur offre
Lot N° 03 : Laboratoire de synthèse et catalyse ;	SARL NADIRLAB NIF : 000731010916401	16 660 000,00	/	180 jours	40	60	100	Meilleur offre
Lot N° 04 : Laboratoire de génie physique ;	infructueux							Pas d'offre éligible
Lot N° 05 : Laboratoire de géomatique et développement durable	infructueux							Aucune offre déposée
Lot N° 06 : Laboratoire d'Agro biotechnologie et de nutrition en zones semi arides	infructueux							Pas d'offre éligible
Lot N° 07 : Laboratoire de Biodiversité, Santé et valorisation des ressources biologiques	infructueux							Aucune offre déposée

Conformément à l'article 82 du Décret présidentiel n° 15-247 du 2 Dhou El Hidja 1436 correspondant au 16 septembre 2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public et l'article 56 de la loi n° 23-12 au 5 août 2023 fixant les règles générales relatives aux marchés publics Les soumissionnaires peuvent consulter les résultats de l'évaluation technique et financière dans un délai de trois jours à compter du premier jour de la publication du présent avis. Tout soumissionnaire contestant le choix opéré par le service contractant peut introduire un recours dans un délai de dix (10) jours à compter du premier jour de la publication du présent avis auprès de l'autorité compétente conformément au décret présidentiel susmentionné.

ANEP N° 2531013556 Le Quotidien d'Oran 15/10/2025

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA D'AIN TEMOUCHENT
DIRECTION DES EQUIPEMENTS PUBLICS DE

N° D'IMMATRICULATION FISCALE
(DEP A.T) : 000146019005648

AVIS D'INFRUCTUOSITE

Conformément à l'article 82 du décret présidentiel 15/247 du 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations du service public, la Direction des équipements publics de la Wilaya de Aïn Témouchent, informe les soumissionnaires concernés par la Relance de l'avis d'appel d'offres national Ouvert Avec Exigence de capacités Minimales N°23/DEP/AT/2025 paru dans les quotidiens nationaux «Le Quotidien d'Oran» et «le quotidien» en date du 12/06/2025 relatif à :

Aménagement des établissements scolaires du cycle primaire

Lot N°03:

-Aménagement d'un terrain de sport et revêtement en gazon synthétique de l'école "BOURSALI BOUABDELLAH" à El Amria DESTINEE AUX MICRO ENTREPRISES

Que l'avis d'appel d'offres est déclaré infructueux pour le motif suivant:

✓ Aucune offre n'est éligible.

Les soumissionnaires qui souhaitent prendre connaissance de leurs motifs, peuvent se rapprocher du service des marchés publics de la DEP au plus tard (03) jours à compter de la date de la réception de la lettre d'information des soumissionnaires, et cela conformément à l'article N°82 alinéa 5 du décret présidentiel 15/247 du 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations du service public.

Le soumissionnaire qui conteste cet infructuosité peut introduire un recours auprès du comité des marchés publics de la Wilaya dans un délai de dix (10) jours à compter de la date de la réception de la lettre d'information des soumissionnaires dans la limite des seuils fixés aux articles 173 et 184 du décret présidentiel 15/247 du 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations du service public.

ANEP N° 2531013578 Le Quotidien d'Oran 15/10/2025

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

ولاية مستغانم

مديرية التقنين والشؤون العامة

مصلحة الشؤون القانونية والمنازعات

مكتب نزاع الملكية والمنازعات

قرار رقم 02/2025 مؤرخ في 29 سبتمبر 2025 متضمن تمديد مدة التحقيق المسبق من أجل المنفعة العمومية لفائدة الدولة ممثلة من طرف مديرية الري للولاية لإنجاز مشروع إنجاز وتجهيز وكهبة 1640 متر طولي من الابار لتدعيم التزويد بالمياه الصالحة للشرب للمناطق التي تعاني نقص مياه الشرب عبر بلديات عين النويحي، الحسيان، صيادة، عين سيدي شريف وبوقيرات ولاية مستغانم.

لن والسبي ولايسة مستغانم،

- بمقتضى الأمر رقم 58/75 المؤرخ في 1975/09/26 المتضمن القانون المدني المعدل والمتمم،

- بمقتضى القانون رقم 09/84 المؤرخ في 1984/02/04 المتضمن التنظيم الإقليمي للبلاد،

- بمقتضى القانون رقم 25/90 المؤرخ في 1990/11/18 المتضمن التوجيه العقاري المعدل والمتمم،

- بمقتضى القانون رقم 29/90 المؤرخ في 1990/12/01 المتعلق بالتهيئة والتصميم المعدل والمتمم،

- بمقتضى القانون رقم 30/90 المؤرخ في 1990/12/01 المتعلق بالأحكام الوطنية المعدل والمتمم،

- بمقتضى القانون رقم 21/04 المؤرخ في 2004/12/29 المتعلق بقانون المالية لسنة 2005،

- بمقتضى القانون رقم 11/91 المؤرخ في 1991/04/27 المتعلق بالقواعد الخاصة بنزع الملكية من أجل المنفعة العمومية المعدل والمتمم،

- بمقتضى القانون رقم 09/08 المؤرخ في 2008/02/25 المتضمن قانون الإجراءات المدنية والإدارية،

- بمقتضى القانون رقم 03/10 المؤرخ في 2010/08/15 المتضمن تحديد شروط استغلال الأراضي الفلاحية التابعة للأحكام الخاصة للدولة،

- بمقتضى القانون رقم 10/11 المؤرخ في 2011/06/22 المتعلق بالبلدية المعدل والمتمم،

- بمقتضى القانون رقم 07/12 المؤرخ في 2012/02/21 المتعلق بالولاية لاسيا المادتين 110 و 111 منه،

- بمقتضى المرسوم الرئاسي المؤرخ في 2023/09/06 المتضمن تعيين السيد احمد بوجوح واليا لولاية مستغانم،

- بمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 186/93 المؤرخ في 1993/07/27 المحدد لقواعد تطبيق القانون رقم 11/91 الخاص بنزع الملكية من أجل المنفعة العمومية المعدل والمتمم،

- بمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 215/94 المؤرخ في 1994/07/23 المحدد لأجهزة الإدارة العامة و هيكلها للولاية المعدل والمتمم،

- بمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 265-95 المؤرخ في 1995/09/06 المحدد صلاحيات مصالح التنظيم والشؤون العامة والإدارة المحلية وقواعد تنظيمها وعملها المعدل والمتمم،

- بمقتضى المنشور الوزاري رقم 57 المؤرخ في 1993/01/26 المتعلق بنزع الملكية من أجل المنفعة العمومية،

- بمقتضى المنشور الوزاري رقم 07 المؤرخ في 1994/05/11 المتعلق بنزع الملكية من أجل المنفعة العمومية،

- بمقتضى القرار الوزاري المؤرخ في 2025/03/09 والمتضمن القائمة الوطنية للأشخاص المؤهلين للقيام بالتحقيق المسبق لاثبات المنفعة العمومية في إطار عمليات نزع الملكية من أجل المنفعة العمومية بعنوان سنة 2025.

- نظرا لحظافة إرسال رقم 618 المؤرخة في 2025/06/15 الصادرة عن مديرية الري للولاية والمتضمنة ملف تنظيمي لإنجاز اجراءات نزع الملكية من أجل المنفعة العمومية لإنجاز مشروع إنجاز وتجهيز وكهبة 1640 متر طولي من الابار لتدعيم التزويد بالمياه الصالحة للشرب للمناطق التي تعاني نقص مياه الشرب عبر بلديات عين النويحي، الحسيان، صيادة، عين سيدي شريف وبوقيرات ولاية مستغانم المرفق بالاعتقاد المالي بموجب مقرر تسجيل العملية رقم 2025/MD/DF/28 بتاريخ 2025/01/02 رقم مقرر التسجيل رقم 2505101 لرقم المستخرج 2025/162 م م ت ع المؤرخ في 2025/01/27 المخصص لإنجاز المشروع وتمويض أصحاب الملكية المنتزعة من أجل المنفعة العمومية وبسعة من مقرر استرجاع رقم 35 مكر مؤرخ في 2025/02/15 المتضمن الترخيص للسيد مدير الري لولاية مستغانم في إطار الاستعمال الملح بالمشروع في تنفيذ إنجاز وتجهيز وكهبة 1640 متر طولي كالأبار لتقوية التزويد بالمياه الصالحة للشرب للمناطق التي تعاني نقص مياه بلديات عين النويحي، الحسيان، عين تادلس، وادي الخير صيادة، ماسرى، عين سيدي شريف، وبوقيرات والسوايف (ولاية مستغانم) المؤسسة العمومية للتقنين والري ايفور هيد "EPE EFORHYD SPA"

- نظرا للقرار الولائي رقم 837 المؤرخ في 2025/06/30 المتضمن فتح تحقيق مسبق من أجل المنفعة العمومية لفائدة الدولة ممثلة من طرف مديرية الري للولاية لإنجاز مشروع إنجاز وتجهيز وكهبة 1640 متر طولي من الابار لتدعيم التزويد بالمياه الصالحة للشرب للمناطق التي تعاني نقص مياه الشرب عبر بلديات عين النويحي، الحسيان، صيادة، عين سيدي شريف وبوقيرات ولاية مستغانم.

- نظرا للإرسال رقم 1029 المؤرخ في 2025/09/21 الصادر عن مديرية الري للولاية والمتضمن طلب تمديد مدة التحقيق المسبق من أجل المنفعة العمومية لإنجاز المشروع.

بإقتراح من السيدة مديرية التقنين والشؤون العامة

مقرر

المادة الأولى: تمديد مدة التحقيق المسبق من أجل المنفعة العمومية المفتوح بموجب القرار الولائي 837 المؤرخ في 2025/06/30 لمدة عشرون يوما (20) في إطار إنجاز مشروع إنجاز وتجهيز وكهبة 1640 متر طولي من الابار لتدعيم التزويد بالمياه الصالحة للشرب للمناطق التي تعاني نقص مياه الشرب عبر بلديات عين النويحي، الحسيان، صيادة، عين سيدي شريف وبوقيرات ولاية مستغانم.

المادة 02: يدوم التحقيق المسبق من أجل المنفعة العمومية لمدة عشرون يوما (20) ابتداء من تاريخ 2025 إلى غاية

المادة 03: يجب أن يكون هذا القرار قبل 15 يوما من تاريخ فتح التحقيق:

- معلقا بمقر مركز بلديات عين النويحي، الحسيان، صيادة، عين سيدي شريف وبوقيرات .

- منشورا في يوميتين وطنيتين لمدة ثلاثة (03) أيام متتالية على حساب المستفيد من العملية.

المادة 04: يكلف كل من السيدات والسادة: الأمين العام للولاية، مديرية التقنين والشؤون العامة، مدير الأشغال العمومية، مدير الري مدير السكن، مديرية التجهيزات العمومية، مديرية التعمير والهندسة المعمارية والبناء، مدير مسح الأراضي والحفظ العقاري، مدير أملاك الدولة، مدير المصالح الفلاحية، رؤساء دوائر عين النويحي، خير الدين، ماسرى وبوقيرات، رؤساء المجالس الشعبية البلدية لبلديات عين النويحي، الحسيان، صيادة، عين سيدي شريف وبوقيرات، كل فيما يخصه بتنفيذ هذا القرار الذي ينشر في مجموعة القرارات الإدارية للولاية.

ص 02 قرار رقم 02/2025 مؤرخ في 29 سبتمبر 2025 (W.27).

الوالي

ANEP N° 2531013530 Le Quotidien d'Oran 15/10/2025

Maroc : la Génération Z en révolte, plus qu'un malaise social, une quête de dignité

Par Nabil Mati*

La fin septembre 2025 marque un tournant dans la vie politique marocaine. Après une longue période de stabilité relative depuis le Printemps arabe, émerge une vague de contestation d'un genre nouveau, portée par une génération connectée et déterminée. Articulant avec aisance mobilisation en ligne et action dans l'espace public, la « Génération Z 212 » réactive la mémoire de 2011 tout en imposant ses propres codes et un modèle de protestation renouvelé.

La colère a pris corps à la suite d'un drame survenu à l'hôpital public Hassan II d'Agadir, où huit femmes enceintes sont décédées en dix jours lors de césariennes. Devenu symbole de l'effritement du système de santé, ce choc a d'abord suscité des rassemblements devant les hôpitaux, réclamant des mesures immédiates. À cette indignation s'est ajoutée une contestation du financement des grands événements sportifs : alors que le Maroc se prépare à accueillir la CAN 2026 puis la Coupe du monde 2030, des milliards de dirhams sont consacrés aux stades et à leurs rénovations. Un contraste jugé insupportable par une jeunesse confrontée à des hôpitaux en sous-capacité, un système éducatif en crise et un chômage persistant. Pour beaucoup, ce décalage a été « la goutte d'eau qui a fait déborder le vase ».

Très vite, les revendications ont dépassé le seul cadre sanitaire pour embrasser des enjeux plus larges : amélioration de l'éducation, justice sociale et remise en cause des priorités de l'État. Porté par une colère accumulée depuis des années, amplifiée par la dynamique des plateformes numériques, le mouvement a pris une ampleur nationale, gagnant plusieurs grandes villes du royaume. D'abord pacifique, la mobilisation a rapidement dégénéré en affrontements. Selon des bilans provisoires, on compte trois morts, de nombreux blessés et des actes de dégradation.

Confronté à une crise d'ampleur sans précédent, le gouvernement marocain a tardé à communiquer, se contentant de déclarations éparpillées et de mesures superficielles, incapable de formuler une réponse structurelle. Ses appels au dialogue avec la jeunesse sonnent creux face à une Génération Z qui exige sa démission.

Dans le même temps, le silence persistant et inhabituel du roi Mohammed VI est devenu assourdissant. Absent des écrans alors que son état de santé fait l'objet de toutes les conversations, le souverain donne l'impression d'un retrait, laissant le champ libre à des luttes de palais pour gérer la situation. Ce double vide, gouvernemental et monarchique, exacerbe le sentiment d'abandon d'une jeunesse qui espérait encore une parole forte pour désamorcer la crise.

Il est important de rappeler qu'avant même ces événements, des millions de Marocains manifestaient chaque week-end pour soutenir le peuple palestinien et rejeter la normalisation avec Israël. Ces rassemblements, couverts par de grandes chaînes arabes comme Al Jazeera, ont bénéficié d'une visibilité médiatique internationale significative. Cette couverture a contribué à légitimer le mouvement aux yeux du public local et a suscité l'intérêt de militants potentiels. Sur le terrain, ces manifestations ont servi de creuset à la mobilisation actuelle.

Les participants y ont tissé des liens et construit des réseaux associatifs ou militants, facilitant la coordination future. Cet effet d'entraînement est crucial : en voyant d'autres s'engager, de nouvelles personnes sont incitées à participer à leur tour.

Ces moments de mobilisation sont fondamentaux. Une manifestation réussie et visible accroît la légitimité perçue d'une cause, attire de nouveaux participants, renforce les réseaux et peut stimuler l'émergence de protestations ailleurs. Ce concept de « diffusion » montre comment la visibilité d'un mouvement inspire et informe les populations d'autres régions, les encourageant à s'engager. Cette dynamique contraste fortement avec la réponse silencieuse et évasive des politiques marocains sur la question de la normalisation, un mutisme qui n'a fait qu'alimenter le mécontentement.

De fait, les mobilisations massives en soutien aux Palestiniens, marquées par une hostilité à la normalisation avec Israël, apparaissent comme l'un des facteurs ayant préparé le terrain à l'explosion sociale actuelle. La présence de keffieh et de drapeaux palestiniens parmi de nombreux jeunes, arborés dans la rue comme sur les réseaux sociaux, incarne un rejet profond d'un pouvoir perçu comme méprisant et complice d'un État accusé de pratiques génocidaires. L'élément le plus significatif qui étaye cette thèse est le suivant : si les problèmes économiques et sociaux au Maroc sont structurels et perdurent depuis de nombreuses années, l'élément déclencheur de la colère actuelle coïncide avec l'intensification de la destruction de la Palestine et des accusations de génocide, notamment depuis les événements du 7 octobre 2023.

En somme, la question est posée : le pouvoir marocain aura-t-il le courage de revoir une orientation contestée, ou choisira-t-il d'ignorer la Génération Z 212, pour qui la normalisation avec l'État d'Israël constitue une ligne rouge, voire un « péché » impardonnable, au risque d'attiser l'embrasement et de prolonger le chaos ?

*Enseignant, (Université-Paris)
Formation EHESS
(Anthropologie)

Maroc Le collectif GenZ 212 annonce de nouvelles samedi



Le collectif de jeunes GenZ 212, qui réclame depuis fin septembre des réformes dans les secteurs de la santé et de l'éducation, et dénonce la corruption au Maroc, a annoncé lundi l'organisation samedi de « sit-in pacifiques » dans la majorité des villes du pays.

« Nous appelons toute la jeunesse marocaine ainsi que l'ensemble des citoyennes et citoyens à se mobiliser massivement pour soutenir ce mouvement jusqu'à la satisfaction de nos revendications », a déclaré dans un communiqué le mouvement.

Depuis le 27 septembre, le collectif, fort de plus de 210.000 adhérents sur la plateforme Discord, a organisé presque chaque

soir des rassemblements à travers le pays, réunissant des milliers de personnes dénonçant la corruption, la misère sociale et les priorités antisociales du gouvernement Akhannouch. Le mouvement GenZ 212 réclame notamment des services publics d'éducation et de santé décentes, la lutte contre la corruption et que le gouvernement rende des comptes. « Comme priorité absolue », il exige la libération immédiate des « détenus d'opinion arrêtés pour leur participation pacifique ».

Aux premiers jours de cette mobilisation interdite, la police a procédé à des centaines d'interpellations. Environ 550 personnes font l'objet de poursuites, dont certains ont

été maintenus en détention.

Le mouvement de jeunes GenZ 212 a pris racine dans un élan de protestations né à la mi-septembre après le décès, à l'hôpital public d'Agadir (sud), de huit femmes enceintes admises pour des césariennes. Durant les premières manifestations de protestation, rappelle-t-on, les jeunes avaient notamment scandé « on veut des hôpitaux et non des stades » en référence à un agenda sportif qui aura coûté plusieurs milliards de dirhams alors que les hôpitaux du pays croulent sous des besoins multiformes pressants, dont des médecins, des structures sanitaires décentes et un personnel médical mieux formé.

Madagascar Le président dissout l'Assemblée nationale avant un vote pour abandon de poste le visant

Le président malgache Andry Rajoelina, contesté dans la rue, a dissout mardi par décret l'Assemblée nationale avant un vote le visant pour abandon de poste. La veille, il avait écarté toute démission en appelant à « respecter la Constitution », dans sa première prise de parole depuis un lieu inconnu après le ralliement ce weekend des militaires à la contestation qui agite le pays. « Conformément aux dispositions de l'article 60 de la Constitution, l'Assemblée nationale est dissoute », indique un décret diffusé sur la page Facebook de la présidence dont l'authenticité a été confirmée à l'AFP par l'entourage du président. « Ce choix s'impose pour rétablir l'ordre au sein de notre nation et renforcer la démocratie », a-t-il justifié dans un message sur les réseaux sociaux dans la foulée. Elu en 2018, puis réélu en 2023 pour un mandat de cinq ans lors d'un scrutin boycotté par l'opposition, Andry Rajoelina était sous la menace d'un vote le visant pour « empêchement temporaire » qui nécessitait la majorité des deux tiers de l'Assemblée nationale.

Des députés de l'opposition assuraient avoir collecté suffisamment de signatures pour procéder au vote lors d'une session



extraordinaire mardi qu'ils justifient par une vacance du pouvoir, le chef de l'Etat ayant selon la radio française RFI quitté le pays dimanche à bord d'un avion militaire français.

Ce weekend, une unité militaire, le Capsat, qui avait joué un rôle majeur dans le coup d'Etat de 2009 ayant porté au pouvoir Andry Rajoelina à la suite déjà d'une mobilisation populaire, a appelé les forces de sécurité à « refuser de tirer » sur les manifestants, avant de rejoindre ces derniers dans le centre de la capitale. D'après la Constitution, les élections législatives doivent se tenir « soixante jours au moins et quatre-vingt dix jours au plus après le prononcé de la dissolu-

tion ». L'incertitude gagne encore plus cette île très pauvre de l'océan Indien où des milliers de manifestants se sont encore rassemblés mardi à Antananarivo. Comme depuis le 25 septembre, il s'agit de jeunes mobilisés par le collectif Gen Z, désormais joints par des fonctionnaires appelés à la grève par plusieurs syndicats. Les pancartes anti-françaises ont aussi fleuri, a constaté une équipe de l'AFP dans la capitale malgache. « Dégage la France », « Dégage Rajoelina et Macron » pouvait-on y lire. « Je ne confirme rien aujourd'hui », avait répondu le président français Emmanuel Macron la veille à une question sur l'exfiltration d'Andry Rajoelina.

Droits de douane américains La Chine prête à se battre «jusqu'au bout»



La Chine s'est dite mardi prête à se battre «jusqu'au bout» s'il le faut, tout en déclarant rester ouverte à la discussion avec les Etats-Unis, le jour où les deux puissances échangeaient une nouvelle salve commerciale, dans leurs ports. Le géant asiatique impose depuis mardi des droits spéciaux aux bateaux américains entrant dans ses ports, en représailles, dit-il, à des mesures similaires censées entrer en vigueur le même jour aux Etats-Unis contre les bateaux chinois. L'enquête américaine débou-

chant sur ces nouveaux droits a été ouverte sous le président Joe Biden pour mettre à jour les pratiques jugées déloyales de la Chine dans les secteurs de la construction navale, du transport maritime et de la logistique. Elle a été suivie d'effet sous son successeur Donald Trump.

Après des mois de tensions et de relatif apaisement consécutifs au retour de M. Trump à la Maison Blanche, la guerre commerciale entre Chine et Etats-Unis a donné en octobre des signes de pouvoir reprendre de plus belle. «Si vous voulez

vous battre, nous nous battons jusqu'au bout. Si vous souhaitez négocier, notre porte reste ouverte», a dit un porte-parole du ministère chinois du Commerce dans un communiqué.

La Chine a annoncé jeudi l'instauration de nouveaux contrôles sur les exportations de technologies liées aux terres rares.

Le lendemain, M. Trump a annoncé que les Etats-Unis frapperaient les marchandises chinoises de droits de douane supplémentaires de 100%, s'ajoutant à ceux déjà

en vigueur, à partir du 1er novembre «ou avant».

NOUVELLES SANCTIONS

La Chine est le premier producteur mondial de ces matériaux essentiels pour le numérique, l'automobile, l'énergie ou encore l'armement. Les terres rares sont l'un des grands enjeux de la confrontation commerciale en cours. La Chine a fait savoir mardi qu'elle sanctionnait cinq filiales américaines de l'une des grandes entreprises de construction navale sud-coréennes, Hanwha Ocean. Le ministère du Commerce les accuse d'avoir «contribué à et soutenu» l'enquête américaine sur les pratiques de l'industrie navale chinoises, «compromettant (ainsi) la souveraineté, la sécurité et le développement de la Chine».

Toute transaction et coopération avec elles est désormais interdite, a indiqué le ministère. Le ministère a soufflé le chaud et le froid dans un communiqué distinct sur les 100% de droits de douane supplémentaires brandis par M. Trump.

Le porte-parole du ministère a évoqué les différents rounds de négociations entre Américains et Chinois conduits en 2025 pour mettre fin à une surenchère de droits de douane et tenter de trouver un accord. «Les Etats-Unis ne peuvent pas à la fois chercher le dialogue et menacer d'imposer de nouvelles restrictions. Ce n'est pas comme cela qu'on parle à la Chine», a-t-il dit. Le porte-parole a justifié les nouvelles dispositions sur les technologies relatives aux terres rares par la volonté du gouvernement de mieux

contrôler les exportations. Il a assuré qu'elles «ne (constituaient) pas une interdiction des exportations».

«D'ÉGAL À ÉGAL»

«Les demandes (d'exportation) qui répondront aux exigences en vigueur continueront de se voir accorder des licences comme auparavant, et nous maintiendrons à la fois la sécurité et la stabilité des chaînes industrielles et d'approvisionnement mondiales», a dit le porte-parole. Chine et Etats-Unis ont eu plusieurs sessions de discussions pour dissiper les tensions. Des négociations à Madrid en septembre avaient débouché sur un accord sur la cession de la plateforme TikTok et semblé faire baisser la température. Le porte-parole s'y est référé pour dire que la Chine restait favorable à la discussion. «Les quatre derniers cycles de négociations économiques et commerciales ont amplement démontré que la Chine et les Etats-Unis pouvaient trouver des solutions aux problèmes sur la base du respect mutuel et de consultations d'égal à égal», a-t-il dit, rapportant que des discussions de travail avaient eu lieu encore lundi dans le cadre du mécanisme de consultation économique bilatéral.

La Chine a informé les Etats-Unis préalablement à l'annonce des nouveaux contrôles sur les technologies relatives aux terres rares, a-t-il dit. Depuis le rendez-vous de Madrid, «la partie américaine persiste à instaurer de nouvelles restrictions contre la Chine, portant gravement atteinte à ses intérêts et nuisant gravement à l'atmosphère des négociations économiques et commerciales bilatérales», a dit le porte-parole.

Etats-Unis Les Américains commencent à ressentir les effets de la paralysie budgétaire

Paies de fonctionnaires gelées, musées et parcs nationaux fermés, trafic aérien touché: les Etats-Unis ressentent de manière croissante les effets de la paralysie budgétaire, qui entre lundi dans sa troisième semaine sans dénouement à l'horizon.

Depuis le 1er octobre, les républicains de Donald Trump et l'opposition démocrate se trouvent dans l'impasse au Congrès, incapables de s'entendre sur un nouveau budget.

L'Etat fédéral se trouve depuis lors en état de «shutdown», avec des centaines de milliers de fonctionnaires mis au chômage technique. A court de fonds, les musées publics de Washington ont été forcés dimanche de fermer leurs portes pour la durée de la paralysie budgétaire. Certains parcs nationaux, comme celui des grottes de Carlsbad dans le Nouveau-Mexique (sud-ouest), sont également inaccessibles aux visiteurs depuis le début du «shutdown». Et dans les aéroports, l'inquiétude grandit de voir s'allonger les files d'attente en raison d'un absentéisme croissant des contrôleurs aériens et des agents de la sécurité des transports. Qu'ils soient au chômage technique ou non, quelque deux millions de fonctionnaires fédéraux ne recevront pas leur salaire tant que le blocage perdurera.

Un manque à gagner conséquent et une situation «très stressante», a expliqué à l'AFP Marilyn Richards, une fonctionnaire fédérale du Missouri, dans le centre du pays. «La plupart des gens vivent au jour le jour, en comptant sur le prochain salaire pour payer les factures», a-t-elle souligné.

«OTAGE»

En revanche, les plus de 1,3 million de militaires américains devraient obtenir

leur paie aujourd'hui comme prévu, après que Donald Trump a ordonné samedi d'utiliser certains fonds en ce sens, dans un message sur sa plateforme Truth Social.

Dans un pays où les membres des forces armées tiennent une place particulière auprès du grand public, son message s'inscrit dans une volonté de gagner la bataille de l'opinion populaire. «Je ne laisserai pas les démocrates tenir en OTAGE nos militaires, et la sécurité entière de notre pays, avec leur shutdown dangereux de l'Etat», a ainsi ajouté le président. Au Congrès, les républicains proposent une prolongation du budget actuel, avec les mêmes niveaux de dépenses, tandis que les démocrates réclament une prolongation de subventions pour des programmes d'assurance santé à destination de ménages à bas revenus.

Sans prolongation, les coûts d'assurance santé devraient plus que doubler pour 24 millions d'Américains qui utilisent le programme public «Obamacare», selon KFF, un cercle de réflexion spécialisé sur les questions de santé. En raison des règles en vigueur au Sénat, plusieurs voix démocrates sont nécessaires pour adopter un budget, malgré une majorité républicaine.

Mais Donald Trump rejette toute négociation avec l'opposition sur les questions de santé sans «réouverture» de l'Etat fédéral comme préalable.

«CA OU RIEN»

Le chef des démocrates à la Chambre, Hakeem Jeffries, a réitéré dimanche que son parti était ouvert à la discussion avec la Maison Blanche et les responsables républicains au Congrès. «Malheureusement, ils ont pris la décision d'adopter une approche



c'est ça ou rien», a-t-il soutenu dans une interview avec Fox News. Le vice-président JD Vance a lui affirmé sur CBS News que la position des démocrates ne s'apparentait pas à de la négociation mais à une «prise d'otages», et s'est lamenté du «chaos» engendré par la situation.

Pour tenter de faire céder de plus en plus de sénateurs démocrates, Donald Trump a aussi multiplié les menaces. «Nous mettons fin à certains programmes dont nous ne voulons pas. Il se trouve que ce sont des pro-

grammes soutenus par les démocrates», a-t-il déclaré dimanche à bord de l'avion présidentiel Air Force One, en route vers Israël. «Je pense qu'ils ont fait une erreur, je pense qu'ils ont fait une grosse erreur», a-t-il ajouté à propos des démocrates. Vendredi, la Maison Blanche avait annoncé avoir commencé à licencier des fonctionnaires fédéraux. Plus de 4.000 d'entre eux, qui travaillent dans pas moins de sept ministères différents, ont d'ores et déjà reçu des avis de licenciement, selon un document judiciaire.

L'axe Oran-Arzew dépassé par l'ampleur du trafic Une étude pour la mise à niveau de la RN11

Un projet de mise à niveau de la RN 11 reliant Oran et Arzew est en cours d'étude. Il est question de mettre à jour et d'actualiser les paramètres et le profil de cette liaison autoroutière, de bout en bout, afin qu'elle réponde aux exigences du trafic enregistré actuellement.

Houari Saaïdia

Le moins qu'on puisse dire, c'est qu'il était grand temps d'opérer un tel réajustement sur cette voie tant celle-ci se trouve fortement dépassée par l'ampleur du flux qu'elle dessert tant bien que mal, non sans d'innombrables points noirs. De plus en plus disproportionnée avec les besoins de mobilité réels, le réseau routier reliant la région d'Arzew au chef-lieu de la wilaya requiert une vraie mise à niveau. Confrontée en plus à une usure prononcée due à l'augmentation des flux, la vieille RN11 est au bord de l'asphyxie. Supportant la quasi-totalité du trafic, cette desserte n'en peut plus. Elle a fort besoin de voies alternatives Oran-Arzew pour se décompresser pour le plus grand bien de la région Arzew-Bethioua-Gdyel. Il est temps pour les pouvoirs publics de prendre la mesure de la situation et de passer à l'acte par la levée du gel sur les projets mis en veilleuse ou, si besoin est, concevoir une nouvelle liaison routière pour interconnecter les deux pôles d'Oran et d'Arzew.

VERS UN STATUT DE WILAYA DÉLÉGUÉE POUR ARZEW

Et ce d'autant que cette dernière daïra aspire à un statut de wilaya déléguée par le biais d'un (éventuel) décret présidentiel à venir, et ce pour se donner des moyens de gestion et de développement plus efficaces et, en tout cas, bien plus consistants que ceux du mode APC qui l'a enfoncée dans une position incongrue. Le moins qu'on puisse dire, c'est que le réseau routier n'a pas suivi au pas cadencé le développement socio-économique de la région d'Arzew. C'en est même le maillon faible si l'on pousse l'analyse. Avec en tout et pour tout une liaison routière « coaxiale », qui de plus est vétuste et saturée, en guise de trait d'union avec le chef-lieu de wilaya, la zone d'Arzew reste plutôt mal desservie. Totalement redessinée dans les années 1980, la section propre à la wilaya d'Oran de la RN11 (Alger-Oran), qui pour l'histoire a mis du temps à être réalisée en entier avant d'être promue au rang de Route nationale n°11 en 1910, et ce avec la création d'un grand évitement à double voie de Bethioua, Arzew, Hassi Mefsoukh et Gdyl, a été « collée » ensuite avec l'ex-CW32 (reclassé RN11 à cet effet) entre Gdyl et Oran. Depuis, on a beau retoucher cette RN11 par petits tronçons intermittents, cette liaison autoroutière est aujourd'hui au bord de la saturation et ne répond plus aux normes, y compris sécuritaires, si bien qu'elle assure près de 90% du trafic Oran-Arzew. Et ce n'est pas par hasard que cette route soit l'un des axes les plus meurtriers à l'échelle nationale. Et l'un des plus dangereux aussi, potentiellement du moins, du fait qu'il s'agisse d'un trajet de transit à grand flux pour le transport d'hydrocarbures par camion-citerne.

MANQUE D'ENTRETIEN

Le rapport dressé dernièrement par la commission APW d'aménagement du territoire et du transport, consacrant un grand chapitre à l'état des

lieux du réseau de la partie Est de la wilaya, est une preuve de plus - si besoin est - de la disproportion de cette connexion par rapport aux paramètres géographiques, démographiques et économiques du territoire qu'elle dessert. Le document de cette commission n'a fait que consigner les carences relevées dans le circuit routier intramuros et extramuros de la zone Gdyl-Bethioua-Arzew, sur le plan d'entretien seulement, en prenant soin d'y insérer un ensemble de recommandations pour y remédier. Mais, en vérité, le mal est bien plus profond. En ce sens que les multiples points faibles du réseau routier desservant ce périmètre étendu ne peuvent être tous traités rien que par des opérations PCD ou autres sous l'intitulé : réhabilitation et thèmes corollaires.

Ce dont a besoin cette partie du corps de la wilaya, notamment son centre névralgique Arzew-Bethioua, ce sont des projets structurants en matière d'accessibilité. Si la voie ferrée est passée à la grande vitesse avec les projets dernièrement réalisés, ceux en cours et ceux projetés à court et moyen termes, la voie routière, elle, traîne le pas, se contentant d'actions de raccommodage.

PROJETS EN MODE « GELÉ »

Faute de projets structurants donc en matière de connexion routière, Arzew et villes alentours (Sidi Benyekba, Bethioua, Aïn El Bia, Mers El-Hadjadj...), pôle pétrochimique inclus, est desservie au strict minimum, voire bien en-deçà. Le gel qui frappe toujours le projet de la liaison entre le port d'Arzew et l'Autoroute Est-Ouest et, dans un moindre degré, celui de la voie littorale Arzew-Oran via Cap Carbon et Kristel (Corniche Est), n'arrange en rien la situation. Ficelée depuis plus de 15 ans et remise depuis au fond d'un tiroir, l'étude de la pénétrante autoroutière devant relier la ville d'Arzew et son port à l'Autoroute Est-Ouest, appelée sommairement pénétrante du port d'Arzew, n'est pas près de revoir le jour. Bien qu'il relève du Schéma directeur routier et autoroutier 2005-2025, élaboré par le ministère des Travaux publics dans le cadre du plan national d'aménagement du territoire, ce projet structurant fait encore et toujours les frais de l'austérité budgétaire. Il est à rappeler que c'est le bureau d'études SE-TOR qui a confectionné l'étude du projet de cette grande voie qui servira à la fois de contournement de la ville pour le poids lourd et de jonction rapide entre le centre d'Arzew et l'Autoroute Est-Ouest. Relevant du PCSC au titre de l'exercice 2010, ce projet a un double objectif. D'abord, il permettra de relier le port d'Arzew à l'autoroute Est-Ouest. Ensuite, il mettra en place une jonction autoroutière, entre l'infrastructure portuaire d'Arzew et la bretelle autoroutière d'Oran. Prévu sur près de 40 km, cet itinéraire passera par les territoires de six grandes localités : Arzew, El Mohgoun, Hassi Mefsoukh, Benfréha, Boufatis et Oued Tlélât. La réalisation d'une telle pénétrante entre la ville d'Arzew et son pôle pétrochimique portuaire ainsi que toute la zone industrielle intégrée et l'autoroute Est-Ouest induira des avantages certains pour l'ensemble de la région.

Le wali inspecte les chantiers de l'éducation Des instructions fermes pour le respect des délais et la qualité des travaux



J. Boukraa

Lors de sa tournée d'inspection des chantiers éducatifs à travers la wilaya d'Oran, M. Samir Chibani, wali de la wilaya, a donné lundi des instructions précises et fermes aux responsables locaux et aux entreprises chargées de la réalisation des projets. Il a mis l'accent sur la nécessité d'accélérer la cadence des travaux, tout en assurant le respect des délais de livraison et des normes de qualité prévues. Les infrastructures éducatives doivent offrir un environnement moderne, sécurisé et favorable à l'apprentissage, afin de répondre aux attentes des élèves, du corps enseignant et des parents. La qualité de l'éducation passe aussi par la disponibilité d'établissements bien conçus et fonctionnels. Cette initiative s'inscrit dans la politique des pouvoirs publics visant à renforcer les capacités d'accueil des établissements et à garantir une rentrée scolaire dans les meilleures conditions.

La première étape de la tournée a concerné la daïra de Bir El

Djir, où le wali s'est rendu sur plusieurs chantiers en cours. Dans la commune de Bir El Djir, il a inspecté le nouveau lycée de 1.000 places pédagogiques en construction au quartier Erriad, ainsi qu'un collège implantée à Sidi El Bachir. La visite s'est ensuite poursuivie à la commune de Hassi Bounif, où M. Chibani a constaté l'avancement des travaux d'un groupe scolaire de type "D", en cours de réalisation dans le quartier Bouchouicha. Dans la daïra de Gdyl, le wali a poursuivi sa tournée sur plusieurs sites éducatifs. Dans la commune de Ben Freha, il a visité deux collèges : un collège à Hassiane Toual et un autre à El Menadsia. Il s'est ensuite rendu à la commune de Hassi Mefsoukh, où il a inspecté un groupe scolaire de six classes réalisé dans le quartier des 125 logements.

La visite s'est poursuivie dans la daïra de Bethioua, plus précisément à la commune d'Aïn El Bia où le wali a inspecté le projet de réalisation d'un nouveau collège destiné à remplacer l'actuelle école Boukhari Boukhari, si-

tuée au quartier Chahaïria. Lors de ce déplacement, M. Chibani a également visité la route du Douar El Melh, récemment achevée. D'une longueur de 4,5 kilomètres, cette voie relie désormais le Douar El Melh à la commune de Bethioua, facilitant les déplacements et l'accès des élèves aux établissements scolaires. Cette visite s'est déroulée en présence des chefs des daïras de Bir El Djir, Boutlélis et Gdyl, des directeurs exécutifs de la wilaya, des cadres techniques du cabinet du wali ainsi que des présidents des Assemblées populaires communales des localités concernées. Cette mobilisation témoigne d'une volonté de coordination étroite entre les différents niveaux de l'administration locale pour garantir la réussite des programmes publics et l'achèvement des projets dans les délais fixés.

La réalisation de nouveaux établissements et la modernisation des infrastructures existantes traduisent une politique volontariste des pouvoirs publics, tournée vers l'amélioration du cadre d'apprentissage et le bien-être des élèves.

Pour des statistiques précises et une banque de données Une commission installée pour l'assainissement des fourrières

K. Assia

Une cellule d'assainissement des fourrières implantées à travers le périmètre de la wilaya d'Oran a été installée avant-hier lundi par le wali d'Oran M. Samir Chibani. Celle-ci est composée de plusieurs représentants des différentes directions et tribunaux à l'exemple des procureurs de la République, des représentants du groupement de la gendarmerie et de la sûreté d'Oran, ceux de la direction technique et des affaires générales de la wilaya et également de l'administration générale de la wilaya, celui des do-

maines Oran Est et Oran Ouest, de la direction des mines, un représentant de la direction régionale des douanes d'Oran, de la direction des transports et aussi des représentants des différentes communes concernées.

En effet, cette commission aura pour mission de recenser tous les véhicules mis en fourrière ou saisis à travers les différentes communes d'Oran et d'assainir par là même la situation. Ceci permettra d'obtenir des statistiques précises sur l'ensemble des véhicules placés en fourrière, une véritable banque de données pour les services concernés. Dans ce re-

gistre, des instructions fermes ont été données pour entamer dès maintenant l'opération d'assainissement des fourrières et des réunions périodiques seront organisées pour évaluer l'avancement de cette opération et étudier ainsi l'ensemble du dossier. Il a invité ladite commission à poursuivre les travaux et à mettre sur pied un plan de travail pour garantir sa réussite. Notons que cette réunion a vu la présence des cadres de la wilaya, de l'ensemble de la composante de cette commission en plus des représentants des communes d'Oran, de Bir El Djir et de Bethioua.

K. Assia

Horaires des prières pour Oran et ses environs

23 rabie ethani 1447

El Fedjr
05h47

Dohr
12h49

Assar
16h01

Maghreb
18h31

Icha
19h48



Tissemsilt

Le dédoublement de RN 120 achevé

Le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Abdelkader Djellaoui, a inspecté, lundi dans la wilaya de Tissemsilt, le projet de dédoublement de la route nationale RN 120, dans son tronçon reliant la commune de El Ayounne, dans cette même wilaya, à la wilaya de Djelfa, sur une distance de 22 km.

Selon les explications fournies par le directeur local des travaux publics, Zine-Eddine Berdji, au ministre en visite de travail et d'inspection dans la wilaya de Tissemsilt, le projet de dédoublement de ce tronçon de la RN 120, qui a bénéficié d'une enveloppe budgétaire de plus de 665 millions de dinars, dans le cadre du programme complémentaire de développement approuvé par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a été en-

tièrement achevé et réceptionné provisoirement.

M. Djellaoui a poursuivi sa visite dans la wilaya, mardi, en inspectant plusieurs projets relevant de son secteur, notamment ceux inscrits dans le cadre du programme complémentaire susmentionné, parmi lesquels le dédoublement de la route nationale RN 14 jusqu'à la wilaya de Tiaret, sur une distance de 8 km.

Le ministre a également visité le projet de dédoublement de la rou-

te nationale RN 127, reliant la commune de El Ayounne à l'autoroute Nord-Sud, sur une distance de 73 km, dont la mise en service est prévue avant la fin de l'année en cours.

Pour rappel, le secteur des travaux publics dans la wilaya de Tissemsilt a bénéficié, dans le cadre du programme complémentaire de développement, de 13 opérations avec une enveloppe financière de 47,62 milliards de dinars, ce qui représente 48,83 % de l'enveloppe globale du programme.

Tiaret

Près de 2.260 opérations de la cataracte réalisées

EL-HOUARI DILMI

L'établissement hospitalier spécialisé en ophtalmologie, stomatologie et oto-rhino-laryngologie de Tiaret, connaît une amélioration des plus notables de l'avis même des malades.

En effet, cet établissement spécialisé est reconnu pour son expertise dans plusieurs domaines médicaux, notamment l'ophtalmologie, avec un nombre important d'opérations de cataracte, réussie à 100%. Selon le directeur de l'EHOSSO Abderrahmane Maache, près de 2260 opérations chirurgicales de la cataracte ont été effec-

tuées avec succès du 1er janvier de l'année en cours jusqu'au 31 août 2025. Depuis 2021, près de 10.000 opérations ont été effectuées pour traiter cette affection de l'œil caractérisée par l'opacification progressive du cristallin, entraînant une baisse de la vision.

Le traitement principal est chirurgical et consiste à remplacer le cristallin opacifié par une lentille artificielle, généralement par une technique appelée phacoémulsification. Selon le même responsable, le nombre de malades admis jusqu'au 31 août 2025 est de 3.960, toutes spécialités confondues contre 98.975 hospitalisations en am-

bulatoire. La durée moyenne de séjour pour les malades hospitalisés a baissé comparé aux dernières années, pour atteindre 2,51 jours par malade contre un taux d'occupation moyen des lits de 68% et un coefficient de rotation des lits de 98%. Toujours selon le directeur de l'EHOSSO, plus de 15.200 interventions chirurgicales, toutes spécialités confondues (ophtalmologie, stomatologie et ORL) ont été effectuées les cinq dernières années. Des opérations d'implantation cochléaire ont également été réalisées pour corriger des problèmes d'audition chez les enfants malentendants.

Mostaganem

2.000 nouvelles aides pour l'habitat rural

Une enveloppe budgétaire préliminaire de plus de 191 millions de dinars a été allouée à la wilaya de Mostaganem pour l'année 2026, selon un communiqué de l'Assemblée populaire de wilaya (APW).

Les membres de l'APW ont approuvé la délibération relative à ce budget préliminaire, lors de la 3e session ordinaire de cette instance élue. Le montant total de cette première mouture du budget s'élève à 191,611 millions DA, dont 50 millions DA sont destinés aux opérations d'équipement et d'investissement, a-t-on précisé.

La validation de ce budget est le

fruit d'un travail conjoint et d'une coordination constructive entre l'Assemblée populaire de wilaya et l'exécutif local, notamment en ce qui concerne la nécessité de répartir les crédits budgétaires en fonction des priorités et des besoins exprimés par les citoyens, souligne le communiqué.

Lors de la séance, les élus locaux ont soulevé plusieurs préoccupations et propositions liées au développement local dans les communes. Le wali de Mostaganem y a répondu dans le cadre d'un dialogue institutionnel constructif, en rappelant l'engagement des pouvoirs publics à améliorer le niveau

de vie des citoyens.

Il a également affirmé la volonté des autorités locales de respecter les principes d'équilibre et d'équité dans la répartition des projets et des opérations de développement entre les différentes zones et communes, en vue d'un développement équilibré et durable répondant aux attentes des populations locales.

Concernant la question des aides financières destinées à la réalisation d'habitations rurales, le wali a annoncé que la wilaya a bénéficié de 2.000 nouvelles aides, qui seront réparties entre les bénéficiaires dans différentes communes, a-t-on précisé.

Sidi Bel-Abbès

Partenariat entre l'ENIE et l'université de Chlef

L'entreprise nationale des industries électroniques (ENIE) de Sidi Bel-Abbès a conclu, récemment, une convention de coopération et de partenariat avec l'Université «Hassiba Benbouali» de Chlef, dans le cadre de son ouverture sur le milieu universitaire, a-t-on appris auprès de cette entreprise publique.

Selon la cellule de communication de l'ENIE, la cérémonie de signature s'est déroulée en présence du Président-directeur général de l'entreprise, Bouab Abdeslam, et du recteur de l'Université de Chlef,

Gouini Larbi, ainsi que de plusieurs cadres de l'entreprise et enseignants universitaires.

Cette convention, qui s'inscrit dans le cadre du renforcement du partenariat entre les secteurs de l'industrie et de l'enseignement supérieur, vise à consolider la coopération dans les domaines de la recherche scientifique et l'innovation, à favoriser les échanges d'expertises scientifiques et techniques, et à offrir des opportunités de formation pratique aux étudiants et chercheurs, contribuant ainsi

au développement industriel et scientifique du secteur de l'électronique, précise la même source. En marge de la signature de cette convention, la délégation de l'Université de Chlef a effectué une visite aux laboratoires de recherche et de développement d'ENIE ainsi que de l'unité d'intégration électronique de l'entreprise, où elle a pu constater les capacités humaines et techniques dont dispose l'ENIE qui la positionnent en tant que pôle national de référence en matière de recherche et de développement industriel.

Béchar

Neuf nouveaux hôtels pour renforcer les capacités d'accueil

Pas moins de neuf (9) nouveaux hôtels sont en cours de réalisation dans la wilaya de Béchar, dans le cadre des investissements privés destinés au développement du secteur du tourisme, a-t-on appris, mardi, de la direction locale du Tourisme et de l'Artisanat.

Sur ces neuf infrastructures hôtelières, l'une est sur le point d'être achevée, tandis que les huit autres sont en cours de réalisation, avec un taux d'avancement avancé des travaux, a indiqué le directeur local du Tourisme et de l'Artisanat, Youcef Si El-Abadi, tandis que deux autres projets similaires sont à l'arrêt pour différentes raisons.

Ces projets, qui sont le fruit des mesures prises par l'Etat pour l'encouragement et l'incitation à l'investissement dans le secteur, permettront à l'avenir de renforcer les capacités d'accueil hôtelières dans la région, a-t-il souligné.

D'autre part, les chantiers de sept (7) autres projets similaires, approuvés par le secteur, n'ont pas encore été lancés, alors que quatorze (14) autres ont été annulés par la commission de wilaya pour diverses raisons, et ce sur un nombre global de 32 projets d'investissements dans le domaine hôtelier, qui ont été soumis à l'examen et à l'appréciation de cette instance, a-t-il signalé.

La réception et la mise en service de ces nouveaux projets permettront de combler les insuffisances observées dans le domaine des structures hôtelières dans la région, a ajouté le même responsable, qui a relevé que cette activité économique et sociale représente un segment essentiel pour le développement du tourisme à travers la wilaya.

Le même responsable a précisé que la wilaya dispose actuellement de seize (16) établissements hôteliers, dont certains de standing international tels que l'hôtel "Saoura", situé à Taghit et relevant de la chaîne hôtelière publique El Djazaïr, ainsi que l'hôtel Bladi, également à Taghit, qui relève du secteur privé.

Selon le même responsable, ces infrastructures offrent une capacité d'accueil totale de 1.485 lits générant 408 emplois permanents.

Concernant le foncier dédié à l'investissement dans le secteur, cinq (5) zones d'extension touristique (ZET) ont été créées pour accueillir des projets d'investissements touristiques, aussi bien publics que privés. Ces zones s'étendent sur une superficie totale de 137 hectares et sont

réparties à travers les régions touristiques de Taghit, Béchar, Mridja, Erg Faradj et Beni-Ounif, a conclu la même source.

Béchar

Deux centrales solaires livrées en 2026

Les travaux de réalisation de la centrale solaire photovoltaïque d'une capacité de 50 mégawatts à Beni-Ounif seront achevés en mai 2026, selon les responsables de l'entreprise réalisatrice de ce projet énergétique. Le projet de cette centrale solaire photovoltaïque, dont les travaux de réalisation connaissent actuellement un taux d'avancement de 35 %, sera totalement achevé en mai 2026, a précisé à l'APS l'un des responsables de l'entreprise, Hafidi Si El Haoques.

La réalisation de ce projet, implanté sur une superficie de 150 hectares, dans une zone propice à ce type de centrale photovoltaïque, notamment dans la région frontalière de Beni-Ounif, intervient dans le cadre du programme national de développement des énergies renouvelables, selon les explications fournies par la même source en marge du salon régional de l'emploi.

Le projet, qui est pris en charge dans tous ses segments par la même entreprise, relevant du secteur privé et spécialisée dans la production énergétique, le développement des solutions

durables et l'accompagnement de la transition énergétique et agricole, tant en Algérie qu'à travers le continent africain, est totalement supervisé sur le plan technique par le groupe Sonelgaz, a-t-il ajouté.

Outre la centrale de Beni-Ounif, la wilaya de Béchar a aussi bénéficié d'une centrale similaire, en cours de réalisation dans la région d'Abadla, sur une superficie de 160 hectares et dont la réception est prévue début 2026, indiquent des responsables locaux du secteur de l'énergie.

Cette centrale, dont la réalisation est confiée à un partenaire chinois, pour un coût de plus de sept (7) milliards de DA, aura une capacité de production de 81,01 mégawatts, selon la fiche technique de ce projet.

La mise en service de ces deux importantes infrastructures énergétiques permettra le renforcement du réseau de production de l'énergie électrique de la wilaya de Béchar, et ce, par l'utilisation de l'énergie propre, contribuant ainsi à la réduction des émissions carbone et à diminuer la dépendance aux énergies fossiles, a-t-on souligné.

Khenchela

De nouveaux projets pour moins de pression sur les écoles

La réalisation de 5 établissements scolaires sera lancée "prochainement" dans la wilaya de Khenchela, selon le directeur local des équipements publics (DEP).

Il s'agit de la réalisation de 4 écoles primaires dans les communes de Khenchela, Bouhmama et Remila, ainsi que d'un collège d'enseignement moyen (CEM) prévu dans la commune d'El Hamma, a précisé à l'APS M. Abdelouahab Boudib, soulignant que les entreprises retenues pour l'exécution de ces projets ont été désignées. Le même responsable a ajouté que la domiciliation des chantiers et le

démarrage des travaux de construction auront lieu "avant la fin de l'année 2025", avec un délai de réalisation ne dépassant pas les 10 mois, conformément aux cahiers des charges relatifs à ces projets.

Il a également indiqué que l'enveloppe financière allouée par les autorités locales pour la réalisation de ces infrastructures scolaires dépasse les 730 millions de dinars.

Le DEP de la wilaya de Khenchela a affirmé que l'objectif de ces nouvelles constructions est de répondre aux besoins croissants des citoyens, notamment dans les nouvelles agglomérations et de lutter contre la surcharge des classes et d'améliorer les conditions de scolarisation des élèves ainsi que les conditions de travail des équipes administratives et pédagogiques.

Bordj Bou Arreridj

Plus de 100 milliards pour aménager le pôle urbain Boumergued

Une enveloppe financière de 1,32 milliards DA a été dégagée pour la réalisation des travaux d'aménagement du nouveau pôle urbain Boumergued (sortie Est de Bordj Bou Arreridj) et son raccordement aux réseaux d'électricité et de gaz, selon les services de la wilaya. S'étendant sur 276 hectares, ce pôle accueillera plusieurs projets de logement et d'équipements publics dont deux unités de sûreté, une polyclinique, un institut de formation professionnelle spécialisé et un château d'eau d'une capacité de 10.000 m3, a précisé la même source.

Il sera ainsi procédé à la réalisation au sein de ce pôle de 4.000 logements AADL inscrits à l'exercice 2025 et 6.440 autres logements AADL 3 retenus pour l'exercice 2026, en plus d'autres programmes de logements des formules public locatif et promotionnel aidé, a ajouté la même source.

Ces projets s'ajoutent à d'autres projets déjà inscrits, dont ceux de quatre établissements scolaires, un hôpital de 240 lits et une structure universitaire, a noté la même source qui a assuré que l'aire forestière mitoyenne du site sera préservée

pour constituer une source d'oxygène et de détente pour les habitants dans le cadre d'une vision intégrée prenant en compte la qualité de la vie et le souci de développement urbain durable.

Selon les mêmes services, la wilaya de Bordj Bou Arreridj œuvre à travers ce projet de développement urbain à assurer des logements de diverses formules et consolider la position de la ville en tant que pôle de développement intégré qui soutient la stratégie nationale de développement urbain et encourage l'investissement.

Constantine

La sécurité environnementale s'invite à l'université

Le thème de la "sécurité environnementale" a fait l'objet d'une rencontre nationale organisée lundi par la Faculté des sciences économiques, commerciales et des sciences de gestion de l'université Abdelhamid-Mehri (Constantine 2), avec la participation d'enseignants et de chercheurs venus de différentes universités du pays pour débattre de la situation environnementale en Algérie.

Cette rencontre, d'une journée, visait à mettre en lumière les moyens de protéger l'environnement contre les risques naturels et anthropiques qui menacent la vie humaine et les autres êtres vivants, à travers la préservation de l'équilibre des écosystèmes, la lutte contre la pollution et le changement climatique, ainsi que la consolidation du concept de sécurité environnementale.

Dans son allocution d'ouverture, le doyen de la faculté, le professeur

Nour-Eddine Laïachi, a affirmé que la sécurité environnementale "constitue un pilier essentiel de la sécurité nationale", soulignant que "toute menace à l'environnement représente une menace directe à la santé du citoyen et à la stabilité de la société".

Le même responsable a appelé à renforcer le partenariat entre l'université et les différents acteurs du domaine environnemental à travers une vision globale reposant sur l'équilibre entre les exigences du développement et la préservation des ressources naturelles, insistant sur "la nécessité d'intégrer la dimension environnementale dans l'aménagement urbain et les grands projets économiques".

Pour sa part, la directrice du "Laboratoire du Grand Maghreb : économie et société" de la même université, Chahrazed El Wafi, a souligné "l'importance de renforcer le cadre législatif et le contrôle sur le terrain

afin de réduire les activités polluantes", notant que la recherche scientifique peut offrir "des solutions innovantes et durables" pour le traitement des déchets industriels et des eaux usées.

Elle a ajouté que l'ancrage de la culture environnementale chez les jeunes générations constitue une véritable garantie pour un avenir écologique sûr, appelant à l'intensification des campagnes de sensibilisation dans les établissements éducatifs et universitaires, à la valorisation des résultats de la recherche scientifique et à l'implication de l'université dans l'élaboration des politiques environnementales nationales.

Mme El Wafi a, en outre, mis en avant la nécessité de renforcer la coordination entre les secteurs concernés afin de bâtir un système environnemental intégré, capable d'accompagner les mutations écologiques mondiales.

Le réseau du gaz renforcé

Au total, 156 logements ont été raccordés au réseau de gaz naturel dans différentes communes de la wilaya de Constantine, dans le cadre des programmes financés par la wilaya au profit des collectivités locales, a-t-on appris mardi auprès de la direction de distribution Ali Mendjeli relevant de la Société algérienne de l'électricité et du gaz (Sonelgaz).

Dans une déclaration à l'APS, Mme Wahiba Takherist, responsable de la cellule de communication de la direction, a précisé que l'opération a concerné les communes d'Aïn Abid, d'El Khroub et d'Ouled Rahmoun,

avec la réalisation d'un total de 1777 mètres linéaires de réseau gazier, conformément aux instructions du wali de Constantine, M. Abdelkhalik Sayouda, qui a insisté sur la mobilisation de tous les moyens matériels et humains nécessaires afin de respecter les délais fixés pour l'achèvement des travaux.

Selon la même source, 64 logements ont été raccordés dans la commune de Aïn Abid, répartis comme suit : 38 logements au village Zahana, 17 logements à l'extension de Bir El Kourates, 31 logements à Ksar El Ma et 9 logements au village Loufi.

Par ailleurs, 52 logements ont été raccordés au pôle urbain Aïn Nahas (743 m), tandis que 9 logements ont été raccordés à Ouled Rahmoun (1238 m), en plus de 252 m de réseau réalisés au niveau du quartier Batli Massoud dans la localité de Bounouara. L'opération a nécessité une enveloppe financière de 12,22 millions DA, soit un coût moyen de 80.000 DA par branchement, a ajouté la même source.

En parallèle, la direction de distribution Ali Mendjeli a lancé sa caravane de sensibilisation sur les dangers du monoxyde de carbone, dans le cadre de sa mission de prévention visant à renforcer la culture de la sécurité et à protéger les vies et les biens contre les risques liés à une mauvaise utilisation du gaz naturel.

Ghardaïa

La wilaya entame sa mue industrielle

Une quarantaine de lots de la zone industrielle viabilisée d'Oued-Nechou (20 km au nord de Ghardaïa) ont été attribués à des investisseurs économiques, a-t-on appris auprès de la direction locale de l'Industrie.

Sur 175 lots que compte cette zone industrielle de 100 hectares (ha), située à proximité de la (RN 1), 38 lots ont été attribués aux opérateurs économiques encouragés par les mesures incitatives mises en place pour promouvoir l'écosystème industriel, a indiqué le directeur de l'Industrie de Ghardaïa, Adda Doumi.

Il a ajouté que 138 lots restent disponibles pour les investisseurs, offrant ainsi de nouvelles opportunités, notamment dans les secteurs à forte valeur ajoutée comme l'industrie agroalimentaire, à travers la plateforme numé-

rique du guichet décentralisé de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI - antenne de Ghardaïa). Avec cette nouvelle zone industrielle, la wilaya de Ghardaïa renforce son tissu productif industriel qui compte plus de 354 ha, répartis en 616 lots situés dans les trois zones industrielles de la wilaya, à savoir Guerrara (112 ha), Bounoura (142 ha) et Oued-Nechou (100 ha).

Région à vocation agricole et touristique, Ghardaïa entame sa mue industrielle en créant des zones industrielles notamment à Oued-Nechou et Oued Metili.

Ces projets contribueront à diversifier l'économie locale et à orienter son développement durable vers des secteurs industriels prometteurs, ainsi que vers les technologies modernes.

Bouira

Des saisies et 13 commerces fermés

Farid Haddouche

Plus de 5040 interventions ont été effectuées par les inspecteurs de la direction du commerce à travers le territoire de la wilaya, durant le mois de septembre. Ces interventions ont permis de relever 431 infractions et les éléments de contrôle ont dressé 389 procès-verbaux. Des poursuites

judiciaires ont été engagées à l'encontre des commerçants contrevenants et 13 décisions de fermeture de locaux commerciaux ont été prises. S'agissant des interventions relevant de la qualité et de la fraude, 18 quintaux de produits alimentaires impropres à la consommation d'une valeur estimée à 70 millions de centimes ont été saisis.

El-Oued

Une trentaine d'interventions chirurgicales délicates effectuées

Une équipe médicale de l'Etablissement hospitalier spécialisé (EHS) Sidi-Mabrouk de Constantine a effectué une trentaine d'interventions délicates en chirurgie pédiatrique à l'EHS Bachir Bennacer d'El-Oued, dans le cadre du jumelage inter-hôpitaux, a-t-on appris mardi des organisateurs. Conduite par le professeur Hicham Choutri, chef de service de pédiatrie à l'EHS Sidi-Mabrouk de Constantine, l'équipe médicale est composée de sept chirurgiens pédiatres et d'une vingtaine de paramédicaux, a indiqué le directeur de l'EHS d'El-Oued, Zakaria Nibouâ.

Cette opération de quatre jours a pour objectif de prendre en charge des enfants atteints de malformations congénitales de l'appareil digestif ou génito-urinaire,

re, dont ces interventions chirurgicales ont été jugées nécessaires lors des consultations médicales préliminaires, a-t-il souligné.

Tous les moyens matériels et humains ont été mobilisés pour la réussite de cette initiative, qui sera suivie d'autres similaires afin de toucher le grand nombre possible d'enfants, notamment ceux issus de familles nécessiteuses, et ce dans le but de répondre à leurs besoins en matière d'accès aux soins spécialisés et de leur éviter d'avoir à se déplacer vers des wilayas lointaines, selon le responsable.

En marge de ces journées médico-chirurgicales, des praticiens ont bénéficié d'une session de formation sur la prise en charge d'enfants souffrant de ce type de malformations congénitales, a-t-on encore signalé.

Horaires des prières pour Constantine et ses environs

23 rabie ethani 1447

El Fedjr 05h15	Dohr 12h20	Assar 15h33	Maghreb 18h04	Icha 19h21
-------------------	---------------	----------------	------------------	---------------



Horaires des prières pour Alger et ses environs

23 rabie ethani 1447

El Fedjr 05h28	Dohr 12h34	Assar 15h46	Maghreb 18h17	Icha 19h35
-------------------	---------------	----------------	------------------	---------------



Mondial 2026 L'EN finit en beauté



L'Algérie s'est imposée face à son homologue ougandaise 2-1 (mi-temps : 0-1), en match disputé mardi soir au stade Hocine Aït-Ahmed de Tizi-Ouzou, comptant pour la dixième et dernière journée (Gr. G) des qualifications de la Coupe du monde 2026.

L'Ouganda a ouvert le score par Mukwala (6e), avant qu'Amoura n'égalise en seconde période, sur pe-

nalty (80e). Amoura est revenu à la charge pour inscrire le but de la victoire, également sur penalty (90e+8).

A la faveur de cette victoire, l'Algérie, termine en tête avec 25 points, avec sept unités d'avance sur ses poursuivants directs l'Ouganda et le Mozambique, vainqueur en déplacement face à la Somalie (1-0), cette dernière termine lanterne rouge avec

un seul point seulement.

La Guinée, tenue en échec par le Botswana (2-2), a terminé à la quatrième place (15 pts), alors que les Botswanais, avec 10 unités, occupent la 5e position.

L'Algérie prendra part l'an prochain au cinquième Mondial dans son histoire, après les éditions de 1982 (Espagne), 1986 (Mexique), 2010 (Afrique du Sud) et 2014 (Brésil).

Amical: courte défaite de l'EN A' face à la Palestine Un revers riche en enseignements

M. Zeggai

Après avoir remporté le premier match, l'équipe nationale n'a pas réussi à confirmer sa suprématie puisqu'elle s'est inclinée à Annaba face au même adversaire, à savoir la Palestine lors d'un match amical, dans le cadre de la préparation à la Coupe arabe «FIFA-2025», prévue au mois de décembre prochain au Qatar. Les Palestiniens ont exploité une erreur défensive pour inscrire l'unique but de la partie par leur attaquant palestinien, Zaid Qunbar. Après cette réalisation, les locaux ont tenté de revenir au score, mais en vain, la finition a fait défaut devant la solidité de la défense adverse. Avec un onze remanié, Madjid Bougherra ayant souhaité voir à l'œuvre l'ensemble de son effectif, les nôtres ont montré certaines lacunes offensives et ce, malgré l'incorporation de plusieurs cadres de l'équipe. Sayoud a apporté plus de créativité par ses dribbles et ses passes millimétrées, mais même le génie de Sayoud n'a pas suffi devant le remarquable travail défensif des Palestiniens. Bien que la possession du ballon ait été nettement su-

périeure en leur faveur en seconde mi-temps, les Verts n'ont jamais su percer la solide organisation défensive de leurs adversaires. Les visiteurs, quant à eux, ont affiché de bonnes dispositions physiques et tactiques, notamment après la pause face à une équipe algérienne incapable de trouver des solutions malgré une nette domination face à la Palestine qui est parvenue à conserver son maigre avantage jusqu'au coup de sifflet final. En procédant à une large revue de l'effectif, le sélectionneur national dispose désormais d'indications précieuses sur le niveau réel de ses éléments, ce qui lui permettra d'établir sa liste en vue de la Coupe arabe «FIFA 2025».

A noter que certains joueurs se sont distingués par une indiscipline de jeu manifeste, abusant d'excès d'individualisme, tandis que d'autres ont su tirer leur épingle du jeu, marquant des points pour prétendre figurer sur la liste définitive.

Pour Madjid Bougherra, cette rencontre s'est avérée comme un bon test. «Cette rencontre a été l'occasion d'expérimenter un nouveau schéma tactique et d'évaluer le rendement global de

l'équipe. Nous avons affronté un adversaire rigoureux, compact, qui a su fermer les espaces. Nous poursuivons notre travail pour améliorer notre efficacité offensive et bâtir une équipe compétitive, capable de représenter dignement l'Algérie lors de la Coupe arabe «FIFA-2025». Pour sa part, Ihab Mahmoud Hamed Abu Jazar, le sélectionneur national de la Palestine n'a pas tari d'éloges sur l'équipe algérienne. «Ce match a été extrêmement bénéfique pour nous. Nous avons affronté une équipe solide, tenante du titre, et ce duel nous a permis d'acquérir une expérience précieuse. Je remercie l'Algérie pour l'accueil chaleureux et le soutien constant. L'atmosphère ici nous a véritablement donné le sentiment d'être dans notre second pays», a-t-il affirmé. Pour rappel, lors de la phase finale de la Coupe arabe «FIFA 2025», l'Algérie, tenant du titre, évoluera dans le groupe D en compagnie de l'Irak, ainsi que des vainqueurs des barrages Bahreïn-Djibouti et Liban-Soudan. De son côté, la sélection palestinienne disputera un match barrage face à la Libye au mois de novembre prochain à Doha.

Eliminatoires - CAN 2026 Féminine (2^e tour aller)

Les Algériennes face au Cameroun le 23 octobre à Oran

M. Z.

Après le match des Verts face à la Somalie, le stade Miloud Hadefti abritera une autre rencontre internationale.

Cette fois-ci, c'est au tour de l'équipe nationale algérienne féminine qui croquera le fer avec son homologue camerounaise le 23 octobre 2025 dans le cadre du match aller du deuxième tour des éliminatoires de la Coupe d'Afrique des nations féminine 2026, prévue du 17 mars au 3 avril 2026.

La deuxième manche est prévue à Douala le 28 octobre du même mois. Pour préparer cette double opposition, les Algériennes effectueront un stage au centre technique national de Sidi Moussa à partir de lundi prochain et qui s'éta-

lera jusqu'au 29 octobre. Ce regroupement permettra au staff technique de corriger les lacunes constatées et travailler les automatismes afin de renforcer la cohésion d'un groupe en pleine progression.

Les Vertes sont décidées à effectuer leur retour sur la scène continentale mais pour cela il est impératif de bien gérer ces deux matches contre le Cameroun et un résultat positif à Oran serait un pas décisif vers cette ambition. Compte tenu de l'importance de l'enjeu, toutes les conditions ont été mises à la disposition de nos footballeuses qui semblent prêtes à défier et franchir une étape cruciale dans leur quête de qualification pour la prochaine Coupe d'Afrique des nations féminine. Mais, ce ne sera pas tâche

aisée dans la mesure où la sélection camerounaise est considérée comme l'un des ténors du continent comme en témoignent ses présences régulières en phases finales de cette compétition. Les «Lionnes Indomptables» miseront une fois de plus sur leur puissance physique et leur expérience internationale pour essayer de sauter l'obstacle des nôtres. Mais les Algériennes sont déterminées à jouer crânement leurs chances et prendre option pour le match retour, notamment avec le soutien du public oranais, réputé pour son enthousiasme lors des grands rendez-vous. A noter que l'EN féminine s'est qualifiée pour le 2^e et dernier tour qualificatif de la CAN-2026, en dominant en février dernier le Soudan du Sud.

Qualifications-Coupe du monde 2026 Premier Mondial du Cap-Vert



La phase de groupes des éliminatoires de la Coupe du monde 2026 va s'achever et permettre de connaître les 9 qualifiés africains pour le Mondial qui aura lieu aux Etats-Unis, au Canada et au Mexique du 11 juin au 19 juillet 2026 avec pour la première fois 48 participants. Jusqu'à présent, l'Afrique devait se contenter de 5 billets pour la Coupe du monde avec le format à 32 équipes. Suite à l'élargissement à 48, le continent disposera de 9 places et peut-être même d'une 10e si le représentant africain parvient à se qualifier lors des barrages intercontinentaux prévus en mars 2025. Faisons le point sur les qualifiés africains.

L'Algérie 12 ans après

Absente de la Coupe du monde depuis son 8e de finale restée dans les mémoires en 2014 contre l'Allemagne, l'Algérie, qui avait vécu un traumatisme avec l'élimination en barrages contre le Cameroun pour l'édition 2022, a réussi son retour au premier plan. Malgré le changement de sélectionneur (Vladimir Petkovic a succédé à Djamel Belmadi

après 2 journées, et une défaite contre la Guinée, les Verts ont globalement bien mené leur barque et ils ont pu fêter la qualification devant leur public en octobre en disposant de la Somalie 3-0.

Pas qualifié pour la CAN 2025, le Ghana prend en revanche goût à la Coupe du monde. Déjà là en 2022, les Black Stars disputeront un deuxième Mondial consécutif, et le 5e de leur histoire. Après une défaite contre les Comores lors de la 2e journée (1-0), les hommes d'Otto Addo se sont bien relevés et ils ont su gagner un match décisif face au Mali en septembre dernier et étaient quasiment assurés de la qualification avant terme.

De son côté, le Cap Vert, après avoir participé à sa première CAN en 2013, va avoir l'honneur, treize ans plus tard, de vivre le premier Mondial de son histoire. Pourtant pas favoris dans leur groupe de qualification, les Requins Bleus ont tout chamboulé en s'offrant le scalp du Cameroun en septembre (1-0). Un nul fou en Libye (3-3) a retardé leur qualification, mais la ban-

de à Bubista n'a pas tremblé ensuite en écrasant l'Eswatini 3-0 lors de la dernière journée pour valider son billet. Déjà présente lors des deux éditions précédentes, la Tunisie disputera le 7e Coupe du monde de son histoire, tout comme le Maroc, se rapprochant ainsi du record africain détenu par le Cameroun (8 apparitions avant une éventuelle en 2026). Forts d'un parcours quasi-parfait (8 victoires en 9 matchs), les Aigles de Carthage se sont qualifiés après 8 journées en arrachant la victoire dans le temps additionnel sur le terrain de la Guinée Equatoriale (1-0) en septembre 2025. En revanche, l'Egypte, privée de coupe du monde pendant 28 ans avant de signer son retour en 2018, a à ensuite manqué l'édition 2022. Mais les Pharaons seront bien au rendez-vous en 2026.

Avec 7 victoires en 9 journées, la bande à Mohamed Salah n'a jamais douté et, après un match nul décisif ramené d'Ouagadougou face à son dauphin burkinabè, elle a validé son billet en en disposant facilement de Djibouti.

De la décharge au podium au Kenya Les vêtements de seconde main ont leur défilé de mode

Chaque année, des milliers de tonnes d'habits d'occasion en provenance d'Europe, des Etats-Unis et d'ailleurs arrivent dans le pays d'Afrique de l'Est, qui en 2023 a dépassé le Nigeria pour devenir le plus grand importateur africain de ce genre de marchandises, selon une étude du MIT (Massachusetts Institute of Technology).

Des milliers de ballots atterrissent donc dans l'immense marché Gikomba de Nairobi, aux toits couverts de tôle. Un après-midi ensoleillé d'octobre, une importante foule s'y rassemble pour voir des mannequins défilier. Sur leurs corps, des pièces issues de ballots jusqu'ici jugés invendables ou immettables.

«Quoi ? Ils ont amélioré nos vêtements !», s'exclame un commerçant alors que les modèles glissent sur un podium en bois.

Le défilé de mode, Gikomba Runway Edition («La piste de Gikomba»), le premier du genre, fait la part belle aux jeunes stylistes kenyans, dont Morgan Azedy, un spécialiste du recyclage. Le talent du designer s'exprime dans sa maison d'une seule pièce, où un ventilateur vrombit tandis qu'il fait tourner sa machine à coudre. «Je vois toujours la saleté de l'environnement autour de moi», explique le jeune homme de 25 ans, rencontré par l'AFP avant le défilé. Sur le podium, sa collection «Kenyan Raw» («Brut kényan») met en avant deux thèmes marquants : le streetwear en jean et un look gothique entièrement confectionné à partir de cuir recyclé provenant de décharges et de rejets de la fripe.

«POLLUTION»

En utilisant ces vêtements usagés, Morgan Azedy affirme vouloir «réduire la pollution». L'industrie mondiale de la mode est particu-

Dans une allée poussiéreuse du plus grand marché en plein air du Kenya, des mannequins défilent dans des tenues audacieuses fabriquées à partir de textiles collectés dans des décharges et de vêtements de seconde main n'ayant pas trouvé preneur.



lièrement nocive pour la planète, représentant jusqu'à 10% des émissions de gaz à effet de serre, selon la Banque mondiale.

Alors que le Kenya a importé environ 197.000 tonnes de vêtements d'occasion en 2023, d'une valeur de 298 millions de dollars (256 millions d'euros), selon l'étude du MIT, l'Environment for development (EfD), un centre de recherche, estime que plus de 30% de ces textiles sont inutilisables et finissent directement dans les décharges, aggravant le problème de pollution du pays.

La plupart des vêtements modernes sont fabriqués à partir de matériaux synthétiques com-

me le nylon et le polyester, qui sont essentiellement du plastique. Ils ne sont donc pas biodégradables. Et leur volume augmente toujours plus, parmi les autres déchets au Kenya.

Olwande Akoth, une styliste exposant ses pièces recyclées de kimono, vendait autrefois ces vêtements d'occasion. Mais elle s'est découragée. «C'est juste des ordures», soupire-t-elle. L'Afrique de l'Est importe environ un huitième des habits de seconde main du monde, fournissant des emplois à environ 355.000 personnes, selon une étude réalisée en 2017 par l'agence d'aide du gouvernement américain, USAID, démantelée cette année par l'ad-

ministration Trump. Une bénédiction pour les ménages les plus pauvres, qui trouvent ainsi des vêtements très peu chers. Mais en contrepartie, l'industrie textile locale se retrouve face à une concurrence aux prix inégalables.

«ORIGINALITÉ»

Des pays comme le Kenya, la Tanzanie et l'Ouganda ont donc cherché à restreindre ces importations. Mais ils se sont heurtés à l'AGOA, un accord commercial entre Washington et le continent africain permettant en retour d'exporter certains produits «made in Africa» aux Etats-Unis sans droits de douane.

En 2016, la Communauté de l'Afrique de l'Est (EAC), dont ces pays font partie, a pensé interdire les vêtements de seconde main, mais a reculé face aux craintes de perdre l'accès privilégié au marché américain.

L'AGOA a expiré fin septembre. Son renouvellement par l'administration du président américain Donald Trump reste très incertain.

Pour l'oeil créatif de Morgan Azedy, les inconvénients des accords commerciaux, ces montagnes de vêtements s'accumulant dans des décharges, constituent toutefois un trésor. D'autant qu'acheter du tissu neuf est simplement «trop cher», dit-il. Entre ses mains, un pantalon en jean surdimensionné a été transformé en une veste à étagés et à volants associée à un pantalon évasé et des chaussures à plateforme. Un souci d'«originalité» qui lui a permis de présenter sa collection à la Fashion Week de Berlin l'année dernière.

Après avoir habillé plusieurs musiciens régionaux, Morgan Azedy rêve désormais encore plus grand : il veut emmener ce que d'autres considèrent comme des déchets textiles aux grands messes de la mode de Paris et New York.

Royaume-Uni Le taux de chômage au plus haut depuis plus de quatre ans



Le taux de chômage au Royaume-Uni a atteint son niveau le plus haut depuis plus de quatre ans lors des trois mois achevés fin août, à 4,8%, sur un marché du travail qui s'affaiblit, selon les chiffres publiés mardi par l'Office national des statistiques (ONS). Ces données sont rendues publiques avant la présentation du budget britannique, le 26 novembre, où la ministre des Finances, Rachel Reeves, devra répondre à une équation délicate: renflouer les caisses publiques dans une économie stagnante et encore marquée par une inflation élevée.

Les mesures déjà adoptées l'an dernier -coupes dans les dépenses et hausses des impôts, notamment des cotisations patronales- limitent la marge de manœuvre de l'exécutif.

Les hausses d'impôts «ont déjà imposé un fardeau conséquent aux entreprises», relève Richard Carter, analyste chez Quilter Cheviot, qui anticipe qu'elles préféreront cette année probablement retarder tout projet d'embauche majeur jusqu'à ce qu'elles sachent avec certitude si d'autres changements sont à venir.

«Les projets d'embauche sont au point mort», abon-

de Sanjay Raja, de Deutsche Bank, pour qui «le marché du travail continue de s'affaiblir» dans le pays.

La croissance des salaires a pour sa part ralenti dans le privé pour atteindre son taux le plus bas en près de quatre ans.

Elle reste toutefois «bien au-dessus des niveaux compatibles avec une stabilisation de l'inflation à l'objectif de 2%» de la Banque d'Angleterre, remarque Matt Swannell, analyste chez EY Item Club, pour qui «les taux d'intérêt resteront probablement inchangés pour le reste de cette année».

Grèce Nouvelle grève contre la journée de travail de 13 heures

La Grèce était en grève générale hier mardi, deux semaines après un premier mouvement, pour protester contre une réforme du gouvernement conservateur qui instaure la possibilité, sous certaines conditions, d'une journée de travail de 13 heures.

Métros, trams, trains de banlieue n'ont fonctionné qu'à certaines heures tandis que des manifestations étaient prévues dans les grandes villes du pays, à la veille du vote prévu au parlement de ce projet de loi controversé. «Le temps de travail n'est pas une marchandise, ce sont nos vies!», proclame une affiche dans le centre d'Athènes, sous le slogan: «Non aux 13 heures!».

Les syndicats et l'opposition de gauche sont vent debout contre un projet «digne du Moyen-Age», comme l'ont scandé des syndicalistes lors d'une première grève générale le 1er octobre.

Le projet de loi prévoit notamment que, moyennant rémunération supplémentaire, un employé puisse travailler jusqu'à 13 heures par jour pour un seul employeur. Cette disposition ne sera valable que «jusqu'à 37 jours par an» et sur la base du volontariat, a

assuré la ministre du Travail et de la Sécurité sociale, Niki Kerameus.

Dans un pays où l'économie s'est redressée depuis la crise financière mais reste fragile, cette possibilité existe déjà mais uniquement si un employé dispose de deux employeurs ou plus.

La Confédération des travailleurs grecs (GSEE) assure que beaucoup d'employés n'auront guère la possibilité de refuser de travailler 13 heures, «compte tenu du rapport de forces déséquilibré entre employeur et salarié, renforcé par la précarité qui prévaut sur le marché du travail», selon une lettre adressée à la ministre fin septembre.

Mais pour la ministre du Travail, «cette loi renforce (les droits) des salariés tout en facilitant le fonctionnement des entreprises», a-t-elle assuré sur la chaîne de télévision privée Skai. La durée légale du temps de travail quotidien en Grèce est actuellement de huit heures, avec la possibilité d'effectuer jusqu'à trois heures supplémentaires.

En Grèce, le temps de travail hebdomadaire, de 39,8 heures, est supérieur à la moyenne des 27 pays de l'Union européenne (35,8 heures), selon Eurostat.

Annonces Classées

APARTEMENTS

■Vends F1 30 m² cuis, SDB, 1^{er} à Gambetta Oran + F2 68 m², 1^{er} C/V Oran (café Clichy) + F2 50 m², 2^e Miramar rue Nancy + F2, 1^{er} + cour 80 m² à Belgaïd à proximi moquée Mashallah + F3 64 m², 4^e à Akid Lotfi à proximi polyclinique. Cabinet imm VICTORIA. Tél : 041.36.16.43 / 0552.58.43.72

■A vendre appart 2F4 Choupot Oran 1^{er} et 3^{ème} étage, 142 m², dans une résidence neuve avec parking et ascenseur - Tél : 0770.51.20.55

VILLAS

■URGENT : A vendre villa actée 226 m² 2F C/V Terga 45 min Oran 1,3 Nég + A louer appart Canastel 3^e étage 4,5U/mois 10 mois à l'avance - Tél : 0657.27.53.56 WhatsApp : 0033620846445

■Vends maison maître 300 m², 16m façade, R+1 actée +L/F 150 m², reste dalle, composée 2 pces, 1 gd sal, gde cuis, gde cour avec 1 P, douche, WC + à côté petite cuis + 2 P, garage à l'entrée de Hassi Bounif/Oran - 0696.04.93.23 / 0697.65.78.39

LOCAUX

■Cherche pour ses clients sérieux achat usine industrielle entre 2000 m² et 10 000 m² zone SENIA, El kerma, hassi Amer, Oued Tjelat. Cabinet immobilier VICTORIA 4 rue Mohamed Khemisti Oran - Tél : 041.36.16.43 / 0551.96.22.44

■Local à louer à Gambetta Oran superficie 44 m² bien aménagé - Tél : 0770.50.20.25

Un potentiel sous-exploité
En Afrique, l'autosuffisance
laitière patine



L'Afrique abrite 20% du cheptel bovin mondial mais ne produit que 5% du lait, met en évidence un rapport paru mardi, soulignant l'«enjeu stratégique» qu'il y a à mieux exploiter un «potentiel conséquent».

La production de lait est «freinée par des infrastructures insuffisantes, une faible valorisation des produits locaux et une concurrence des poudres importées», résumant les auteurs de ce «Baromètre de la filière lait africaine», la Fondation Farm, l'Organisation panafricaine des agriculteurs (Pafo) et Agriculteurs français et développement international (Afdi).

Le déficit commercial du continent dans les produits laitiers a atteint 6,4 milliards de dollars en 2023, soulignent ces trois organisations citant la base de données Comtrade de l'ONU.

Son taux d'autosuffisance (hors beurre), à 80% en 2022, patine (il était de 82% en 2012), selon un chiffre de la FAO. Avec des disparités: l'Afrique de l'Est affiche un taux d'autosuffisance régional de 99,5%, quand l'Afrique centrale, à seulement 18%, dépend fortement des importations.

Le dérèglement climatique affecte les performances des troupeaux, et les pressions foncières, par exemple l'extension des cultures en zone soudano-sahélienne, pèsent sur l'élevage.

Le développement des chaînes de valeur se heurte parallèlement au manque de routes, ou à l'absence d'électricité (qui concerne encore plus de 600 millions d'Africains), note le rapport.

En 2023, l'Afrique a importé 7,5 milliards de dollars de produits laitiers, pour 1,1 mil-

liard d'exportations. Les importations de poudres infantiles ont crû de 33% en valeur entre 2013 et 2023, celles de poudres ré-engraissées aux matières végétales de 41%. En 2022, seule 1,6% de la production laitière africaine a été transformée (poudre, fromage, yaourt...), un chiffre de la FAO constant depuis 10 ans. Alors que la population devrait doubler d'ici 2050, le lait est un «produit essentiel à la nutrition et à la vitalité des territoires» et «la souveraineté laitière en Afrique s'impose comme un enjeu stratégique majeur», estiment les auteurs. Ils appellent à «une action publique cohérente, une coopération internationale fondée sur des échanges justes» et insistent sur la nécessité pour les acteurs de s'organiser collectivement (organisations de producteurs).

République Algérienne Démocratique Et Populaire
Wilaya de Bechar
Direction de l'Administration Locale
NIF : 099108019040036/01

AVIS D'INFRUCTUOSITE

La Wilaya de Bechar, Direction de l'Administration Locale, informe l'ensemble des soumissionnaires ayant participé à l'avis d'appel d'offres national ouvert avec exigence de capacités minimales N° 03 /DAL/2025 pendant 21 jours Paru dans le quotidien national en langue étrangère "LE QUOTIDIEN D'ORAN" en date du 17/08/2025 et en langue arabe "الحياة", en date du 17/09/2025 concernant le projet : **ACQUISITION DE CAMIONS CITERNES AU PROFIT DE LA WILAYA**, après avoir évalué les offres réceptionnées la procédure est **déclarée infructueuse**, car aucune offre n'est déclarée conforme à l'objet du marché et au contenu du cahier des charges.

conformément aux dispositions de la loi n° : 23-12 du 18 Moharram 1445 correspondant au 5 Aout 2023 fixant les règles générales relatives aux marchés publics et de l'article 40 du décret présidentiel 15/247 du 16 septembre 2015 portant réglementation des marches publics et des délégations de service public.

Conformément aux dispositions de l'article 56 de la loi N°23-12 du 18 Moharram 1445 correspondant au 5 Aout 2023 fixant les règles générales relatives aux marchés publics et de l'article 82 du décret présidentiel 15/247 du 16 septembre 2015 portant réglementation des marches publics et des délégations de service public , Les soumissionnaires qui souhaitent prendre connaissance des résultats détaillés de l'évaluation de leurs candidatures , offres techniques et financières sont invités à se rapprocher de la Direction de l'administration locale au plus tard trois (03) jours à compter de la date du premier jours de la publication de présent avis d'infructuosité dans les quotidiens nationaux.

Le soumissionnaire qui conteste le choix opéré par le service contractant peut introduire un recours auprès de la commission des marchés compétente et ce dans les dix (10) jours à compter de la date du premier jours de la publication de présent avis d'infructuosité dans les quotidiens nationaux, Si le dixième jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, la date limite pour introduire un recours est prorogée au jour ouvrable suivant.

LE WALI

ANEP N° 2531013597 Le Quotidien d'Oran 15/10/2025

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
WILAYA DE RELIZANE DAIRA DE JDIOUIA
COMMUNE DE OULED-SIDI-MIHOUB
N° Fiscal: 0962.4838.9045801

Avis D'Appel D'offres Ouvert Avec Exigence de Capacités Minimales, N° 15/2025
Le président de l'Assemblée Populaire Communale de la Commune de Oued-Sidi-Mihoub, lance un Appel d'offres ouvert avec exigence de capacités Minimales pour la réalisation l'opération suivant :

RETRO-CHARGEUR والقدر الشحن والحفر الخلفي

Cet avis concerne les seuls les groupements d'entreprise ou les entreprises ayant la qualité de fabricant ou concessionnaire agréée ou ayant le registre commerce dans le domaine. Les soumissionnaires peuvent retirer le cahier des charges depuis le site et la page officiel de la commune de ouled sidi mihoub الصفحة الرسمية للبلدية أولاد سيدي الميهورب

Les offres doivent être accompagnées des pièces réglementaires en cours de validité.

1- Le dossier de candidature :

1- La déclaration de candidature

2- La déclaration de probité

3- Les documents relatifs aux pouvoirs habilitant les personnes à engager l'entreprise ;

4- Le statut de l'entreprise le cas échéant

Les pouvoirs du (ou des) signature (s) avec les preuves juridiques habilitant le (ou les) signataire (s) à

Présenter une offre et exécuter le marché au nom de l'entrepreneur

5- les copies des attestations de mise à jour CNAS, CASNOS, CACOBATPH

6- Copie du registre de commerce

7- Copie du Numéro d'identification fiscale (N.I.F).

8- Extrait de rôle apuré ou avec échéancier, délivré au niveau du lieu d'activité.

9- Bilans financiers des trois dernières (03) années (2022/2023/2024) visées par les services des impôts territorialement compétents

10- Attestation de dépôt légal des comptes sociaux (pour la personne morale le cas échéant)

11- un extrait du casier judiciaire: n'est pas en redressement judiciaire et que son casier judiciaire datant de moins de trois (3) mois porte la mention «néant». Dans le cas contraire, il doit joindre le jugement et le casier judiciaire. Le casier judiciaire concerne le candidat ou le soumissionnaire lorsqu'il s'agit d'une personne physique, et du gérant ou du directeur général de l'entreprise lorsqu'il s'agit d'une société ;

12- agrément

13 références professionnels

14- certificat de c20

2-OFFRE TECHNIQUE

1- La déclaration à souscrire dûment remplie, datée et signée .

2- Cahier des charges signé et dûment paraphés et portant à la dernière page la mention manuscrite « lu et accepté »

3- Toutes documents permettant d'évaluer l'offre « délais. Le prix... »

3-OFFRE FINANCIERE

1-La lettre de soumission remplie, daté et signé paraphé -2- Bordereau des prix unitaires, daté et signé paraphé

3 -Devis quantitatif et estimatif, daté et signé. Paraphé

- Le dossier de candidature, l'offre technique et l'offre financière sont insérés dans des enveloppes séparées et cachetées, indiquant la dénomination de l'entreprise, la référence et l'objet de l'appel d'offres ainsi que la mention « dossier de candidature », « offre technique » ou « offre financière », selon le cas. Ces enveloppes sont mises dans une autre enveloppe cachetée et anonyme, comportant la mention suivante :

A'NOUVIR QUE PAR LA COMMISSION D'OUVERTURE DES PLS ET EVALUATION DES FFRES

Avis d'appel d'offre national ouvert Avec exigence de capacités minimales N° 15/2025

RETRO-CHARGEUR والقدر الشحن والحفر الخلفي

La durée de préparation des offres est de dix (10) JOURS, à partir de la date de la première parution d'appel d'offre dans le bulletin officiel des marchés de l'opérateur public (BOMOP) ou dans les quotidiens nationaux arabe ou français et presse électronique

La date et Heure limite de dépôt des offres : Le jour et l'heure limite de dépôt des offres correspondent au dernier jour de la durée de préparation des offres à 13h 30mn.

Le jour d'ouverture des plis correspond au dernier jour de la durée de préparation des offres

L'heure d'ouverture des plis correspond au dernier jour de la durée de préparation des offres à 14.00 h

Si ce jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, la durée de préparation des offres est prorogée jusqu'au jour ouvrable. Les soumissionnaires restent engagés par leurs offres pendant, 90 jours à compter de la date limite de dépôt des offres,

Fait à O/Sidi Mihoub, le: 08/10/2025

LE PRESIDENT DE L'A.P.C

ANEP N° 2531013623 Le Quotidien d'Oran 15/10/2025

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA DE RELIZANE
DAIRA DE S.M.BENALI
COMMUNE DE MEDIOUNA
N.I.F 098448095140320

*** AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE ***

Conformément aux dispositions de l'article 65 du décret présidentiel N°15-247 de la 16/9/2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public.

Le Président de l'Assemblée Populaire Communale de MEDIOUNA porte à la connaissance des soumissionnaires qui ont participé à l'avis d'appel d'offres ouvert avec exigence de capacités minimales Apres L'anfractuosité N° 06 /2025 relatif au projet:

«**انجاز شبكة الصرف الصحي بدوار الخرابية - بلدية مدبونة (الشرط الاول)**»

Dans les quotidiens nationaux: الجمهورية Et Le Quotidien D'Oran En date du : 18/09/2025

Après l'évaluation et analyse des offres techniques et financières le marché a été attribué provisoirement au soumissionnaire désigné selon le tableau suivant :

Désignation du Projet	Soumiss- ionnaire	N° Identification fiscal-NIF	Montant de soumission après la correction	Délais de réalisation	Somme des notes de l'offre Technique	Remarque
« انجاز شبكة الصرف الصحي بدوار الخرابية - بلدية مدبونة (الشرط الاول) »	EURL EL TAHOUC GTFHC HAI EL MOUSTAKBAL AMMI MOUSSA- RELIZANE	00114801 6299040	35.796.5 09,00 دج	qua tre 04) (moi s	/80 74.8 7 Poin ts	qualifie techniq uement et le moins disant

Conformément aux dispositions de l'article 82 du décret présidentiel cité au dessus :Les candidats et les soumissionnaires qui souhaitent prendre connaissance des résultats détaillés de l'évaluation de leurs candidatures, offres technique et financière, à se rapprocher de service d'APC , au plus tard trois (3) jours à compter du premier jour de la publication de l'attribution provisoire du marché, pour leur communiquer ces résultats, par écrit.

Le recours est introduit dans les dix (10) jours à compter de la première publication de l'avis d'attribution provisoire du marché,

·Si le dixième jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, la date limite pour introduire un recours est prorogée au jour ouvrable suivant.

Le Président de l'A.P.C

ANEP N° 2531013584 Le Quotidien d'Oran 15/10/2025

2

20.10 Le parfum du bonheur



08.55 Bel & Bien ensemble
09.50 Chacun son tour
10.55 Tout le monde veut prendre sa place
11.45 Le meilleur des Maternelles XXL
12.00 Journal
12.55 Ça commence aujourd'hui
15.15 Affaire conclue,
17.05 Tout le monde a son mot à dire
17.35 N'oubliez pas les paroles
19.00 Journal

Ben écrit enfin une lettre à Pauline, en vacances à Arcachon dans la nouvelle maison de sa sœur Pauline. Si elle s'est uniquement souvenue des bons moments de leur union passée, lui se charge de lui rappeler les plus difficiles, notamment la perte de leur fille Jade, un mois avant sa naissance. Croyant qu'il s'est remis à boire, Pauline, Emma et Romain suivent leur père, Philippe, dans les rues d'Arcachon et découvrent tout autre chose. Une deuxième lettre de Ben fait alors resurgir la douleur de la perte de leur fille et ses conséquences sur leur couple.

21.59 Lio
22.55 Le collège de Monsieur Paty

3

20.10 Des racines et des ailes



Passion patrimoine : la Bourgogne, terre de passions

La Bourgogne conserve des joyaux patrimoniaux exceptionnels. Quatre figures régionales illustrent cette passion conservatrice. Frère Benoît maintient les traditions monastiques de Cîteaux et l'art des manuscrits romans. Louis-Philippe Vigilant, chef d'une institution gastronomique réputée, ambitionne de reconquérir une troisième étoile en s'appuyant sur les producteurs locaux. Arnaud Orsel supervise la pose d'un vitrail représentant saint Vincent dans la chapelle Renaissance du château du Clos-Vougeot.

4

20.05 Sylvie Vartan : Je tire ma révérence



Sylvie Vartan fait ses adieux à la scène avec un concert exceptionnel intitulé « Je tire ma révérence ». Après plus de soixante ans de carrière, elle retrouve son public pour un dernier rendez-vous chargé d'émotion. L'artiste reprend les titres qui ont marqué son parcours, des succès qui ont traversé les générations et accompagné la vie de millions de spectateurs.

22.15 Véronique Sanson : Hasta Luego !

5

arte

TMC

08.25 Les routes de l'impossible
09.00 Le Mag de la santé
10.00 Comme par magie
12.00 Les routes de l'impossible
12.35 Le Mag de la santé
13.40 SOS animaux orphelins
14.05 Constructions de l'impossible
15.55 C pas si loin
16.25 C dans l'air
17.55 C à vous
20.00 Bien vivre ensemble
20.05 La grande librairie
21.40 C ce soir
22.50 C dans l'air

10.10 Secrets sauvages du patrimoine
10.55 Mongolie, une épopée nomade
12.00 Bretagne . un emploi, mais sans toit
14.20 Les maîtres des abeilles
14.50 L'archipel des Philippines
16.20 Invitation au voyage
17.55 Voyage en cuisine
18.45 Arte journal
19.05 28 minutes
19.55 Roubaix, une lumière
21.55 Arthur Rimbaud Six mois en enfer
22.45 Philippines . écrire et résister ...

09.20 Il était deux fois Noël
11.05 Le sortilège de Noël
12.55 Hercule Poirot
17.25 L'avant Quotidien
18.15 Quotidien, première partie
19.45 Quotidien
20.25 Les reportages de Martin Weill



22.05 90' Enquêtes



CINE +
PREMIER 19.50

LE COMTE DE MONTE-CRISTO

Acteur: Pierre Niney, Bastien Bouillon, Anaïs Demoustier, Anamaria Vartolomei,... En 1815, Edmond Dantès (Pierre Niney), un jeune marin plein d'avenir, sauve une femme de la noyade dans les eaux tumultueuses de la Méditerranée. Sa bravoure lui vaut une promotion tant attendue au poste de capitaine, évinçant ainsi le jaloux Danglars (Bastien Bouillon). Fort de ce succès, Dantès envisage enfin de convoler en justes noces avec la belle Mercédès Herrera (Anaïs Demoustier), issue d'une famille respectée. Cependant, le jour de leur mariage, un complot machiavélique se tramé dans l'ombre : accusé à tort de trahison et de complot contre le régime,...



CANAL+
family 19.50

ARNAQUE À LA CARTE

Acteur: Jason Bateman, Melissa McCarthy, Jon Favreau, Amanda Peet,... Sandy Patterson (Jason Bateman), un comptable ordinaire de Denver, se retrouve soudainement plongé dans un véritable cauchemar après avoir divulgué ses informations personnelles à Diana (Melissa McCarthy), une escroc charismatique et imprévisible. Profitant de sa naïveté, Diana s'approprie l'identité de Sandy, entraînant une série de dépenses extravagantes qui mettent en péril non seulement sa situation financière, mais également sa carrière et sa vie familiale. Alors que Sandy doit faire face aux conséquences désastreuses de cette usurpation d'identité,...



CANAL+
CINEMA 20.00

THE BRUTALIST

Acteur: Adrien Brody, Felicity Jones, Guy Pearce, Joe Alwyn, Raffey Cassidy László Tóth (Adrien Brody), architecte hongrois formé au Bauhaus, tente de se reconstruire après les horreurs du camp de Buchenwald. En 1947, il quitte une Europe en ruines, laissant derrière lui sa femme, Erzsébet, et leur nièce, Zsófia, pour se réfugier à New York. La ville, symbole de renaissance et d'opportunités, devient le théâtre de son combat pour une nouvelle existence. Accueilli par son cousin Attila, marchand de meubles, László trouve un fragile équilibre dans ce nouveau monde.

TÉLÉVISION

TF1

20.10 Tracker

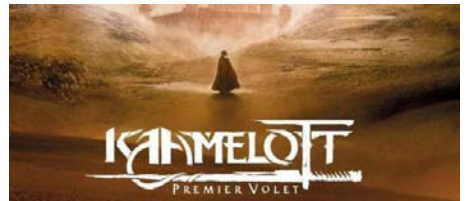


09.55 Les Feux de l'amour
10.50 Les douze coups de midi
12.00 JT 13h
13.00 Plus belle la vie, encore plus belle
13.25 Belles-mères Noël
15.00 Noël Actually
16.30 Tout pour la lumière
17.30 Demain nous appartient
18.10 Demain nous appartient
19.00 JT 20h

-Saison 2 - Ep 6 : Traque dans les bois Colter (Justin Hartley) est un homme en quête de vérité, parcourant le pays pour aider les familles à retrouver leurs proches disparus. Armé de son intelligence aiguisée et de son instinct, il s'immerge dans des enquêtes complexes où chaque disparition cache des secrets bien plus sombres. Dans cette saison, il se retrouve confronté à des affaires de plus en plus périlleuses, où son habileté à déchiffrer des indices sera mise à l'épreuve. Parallèlement, sa relation tumultueuse avec son frère aîné Russell (Brent Sexton) refait surface, apportant des tensions et des révélations inattendues.

6

20.10 Kaamelott : premier volet



08.45 Ça peut vous arriver
10.30 Ça peut vous arriver chez vous
11.45 Le 12.45
12.35 Scènes de ménages
12.40 Un jour, un doc
16.30 La roue de la fortune
17.35 La meilleure cuisine régionale, c'est chez moi !
18.40 Météo
18.45 Le 19.45
19.40 Scènes de ménages

Le royaume de Logres, autrefois prospère sous le règne d'Arthur Pendragon, est désormais plongé dans l'ombre sous la poigne de fer de Lancelot du Lac (Thomas Cousseau). Ce dernier, devenu un tyran impitoyable, n'a qu'une obsession : retrouver Arthur, son ennemi juré, pour en finir une fois pour toutes. Depuis des années, il recrute des mercenaires sans scrupules, prêts à tout pour traquer le roi déchu. Parmi ces chasseurs de primes,...

CANAL+

20.09 Souvenirs : le fabuleux voyage de Seb et Sofyan



Saison 1 - Episode 1/8 : Corée du Sud Seb et Sofyan posent leurs valises à Séoul, afin de découvrir le mode de vie des habitants de la capitale de la Corée du Sud. Ils s'initient à des mets singuliers comme les pattes de poulet grillées. Ils passent ensuite leur première nuit dans un hôtel singulier entièrement géré par des robots. Les deux acolytes testent le room service à leur manière. Direction ensuite un temple bouddhiste afin de découvrir les rituels qui...

PLANETE +

TFX

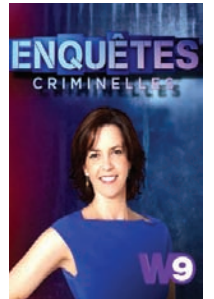
W9

09.49 Juan Carlos : la chute d'un roi
11.27 Les armes secrètes de la 2e Guerre mondiale
13.10 Les opérations secrètes nazies
14.53 Notre-Dame de Paris, le chantier du siècle
16.44 Les dernières heures de Pompéi
18.24 American Pickers, la brocante made in USA
19.55 Louis XIV et ses espions
21.47 L'incroyable péripée de Magellan

10.45 Clap !
11.20 Détox ta maison, 7 jours pour tout ranger
15.15 Quatre mariages pour une lune de miel
19.00 La villa des coeurs brisés
20.10 Détox ta maison, 7 jours pour tout ranger



08.00 Kaamelott
10.10 NCIS
16.30 Les cinquante
17.45 Tout beau, tout n9uf
20.25 Enquêtes criminelles
Youtubeur et tueur? Affaire Marchal - Charbonnier (1/2)



Deux trains entrent en collision en Slovaquie



Deux trains de voyageurs sont entrés en collision lundi dans la région de Kosice, dans l'est de la Slovaquie, blessant une centaine de personnes, dont deux dans un état critique, a déclaré le ministre de l'Intérieur Matus Sutaj Estok lors d'une conférence de presse.

La collision s'est produite peu après 10h (8h GMT). Trois personnes demeurent coincées. Les deux trains express, qui circulaient en sens inverse, transportaient un grand nombre de passagers, ont rapporté les médias locaux.

«Toutes les unités du système de secours intégré sont sur place», a déclaré la direction de la police de la région de Kosice sur les réseaux sociaux. Les autorités ont ouvert une enquête pour déterminer les causes de la collision.

Google annonce l'installation d'un site géant en Inde



Google a annoncé mardi l'installation en Inde d'un centre de données et d'un site dédié à l'intelligence artificielle (IA), le plus grand hors des Etats-Unis, et promis d'investir 15 milliards de dollars en cinq ans dans le pays le plus peuplé de la planète.

«C'est le plus grand (site) que nous allons construire hors des Etats-Unis», a annoncé devant la presse à New Delhi le PDG de Google Cloud, Thomas Kurian.

«Cela représente un investissement en capital d'un montant de 15 milliards de dollars au cours des cinq prochaines années», a détaillé M. Kurian. Ces derniers mois, l'Inde a attiré plusieurs acteurs majeurs du secteur de l'IA, séduits par le plus grand marché de la planète en termes de population.

Quelque 900 millions d'Indiens - sur un total de près de 1,5 milliard - utilisent régulièrement Internet, à titre privé ou dans le cadre de leur profession, selon les dernières estimations du secteur.

Le Quotidien

D'ORAN
Edition Nationale d'Information

Ancien leader de la droite française L'ex-président Sarkozy sera incarcéré le 21 octobre



L'ex-président français, Nicolas Sarkozy sera incarcéré à compter du 21 octobre à la prison de la Santé à Paris, suite à sa convocation par le parquet national financier (PNF), ont rapporté des médias. L'ancien leader de la droite française deviendra le premier ex-chef d'Etat d'un pays de l'Union européenne (UE) à aller derrière les barreaux. Le 25 septembre, le tribunal correctionnel de Paris l'a déclaré coupable d'association

de malfaiteurs dans l'affaire du financement illégal de sa campagne présidentielle victorieuse de 2007. Il l'a condamné à cinq ans de prison ferme.

Bien qu'ayant fait appel du jugement, M. Sarkozy, 70 ans, va être incarcéré en raison du mandat de dépôt à effet différé «avec exécution provisoire» prononcé à son encontre.

Une mesure que le tribunal a justifié par l'«exceptionnelle gravité des faits», commis par un

responsable politique aspirant alors à la fonction suprême de la République. M. Sarkozy est mêlé à plusieurs autres affaires. Il a notamment porté entre février et mai un bracelet électronique en raison de sa condamnation définitive à un an d'emprisonnement ferme dans l'affaire dite des «écoutes», pour laquelle il était accusé d'avoir corrompu un magistrat pour qu'il le renseigne sur des enquêtes judiciaires le concernant.

Le nouveau Nobel d'économie appelle à éviter le «danger» de l'extrême droite

L'un des lauréats du nouveau prix Nobel d'économie, le Français Philippe Aghion, a appelé mardi à éviter le «danger de l'arrivée» de l'extrême droite au pouvoir en France, exhortant le gouvernement à suspendre la réforme des retraites, condition exigée par les socialistes pour ne pas voter une motion de censure.

«Je ne veux pas de l'arrivée du Rassemblement national en France», a déclaré sur la radio France Inter M. Aghion, à propos du parti d'extrême

droite qui dispose du groupe parlementaire le plus important à l'Assemblée nationale.

«Je ne veux pas d'instabilité politique à laquelle conduirait une nouvelle censure, donc je pense que c'est un prix modique à payer», a martelé l'économiste français, récompensé lundi par le prestigieux prix Nobel avec l'Américain-Israélien Joel Mokyr, et le Canadien Peter Howitt pour leurs travaux sur l'impact de l'innovation sur la croissance économique.



EDITORIAL

Par Abdou BENABBOU

LES DOIGTS SUR LES GÂCHETTES

S'il faudrait trouver quelque motif de satisfaction dans la libération des 1.968 prisonniers palestiniens et des otages israéliens, d'importantes réserves pessimistes ne pourraient être dissipées. L'arrangement orchestré par le président américain augure d'un arrêt trop vague des hostilités en Palestine et ne confirme pas la paix dont il se targue avec exagération.

Certes, un apparent cessez-le-feu s'est dessiné et des Ghazaouis par centaines ont engagé un retour chez eux dans leur ville totalement rasée. Mais il leur sera difficile de retrouver leur âme sous des gîtes fantomatiques. D'autant que l'armée israélienne a gardé ses deux pieds sur le sol palestinien en assurant qu'elle

maintenait ses doigts sur les gâchettes prête à tout moment à poursuivre son œuvre destructrice. Quand Netanyahu affirme être décidé à en finir avec le Hamas, il est clair qu'il s'agit plus largement dans son programme de tout le peuple palestinien.

Une telle rigide posture ne manque pas de permettre aux docilités voisines d'engranger la stabilité de leur pouvoir même si elle est au prix de la compromission du siècle. Ils ont acquiescé du bout des lèvres leur participation dans la reconstruction de

Ghaza, mais le doute est permis sur un vague engagement devant le refus des Américains et des Israéliens d'entendre parler d'un Etat palestinien souverain. On devine la suite sur la nature d'une paix à laquelle ils ont applaudi.

On a chanté à la paix, Trump en tête, suivi par les signataires d'un programme futuriste dont on ignore les détails et sans les présages dessinés à l'avance qui attendent un peuple. Sans être présent au Caire, le gagnant est Benjamin Netanyahu, satisfait de s'être départi du dossier des otages et s'offrant ainsi un paratonnerre contre les foudres de la justice de son propre pays. Il ne s'arrêtera pas au milieu du gué pour rester en conformité avec le programme et l'idéologie sionistes.

Des migrants disent avoir été la cible d'une «attaque armée» en Méditerranée



Des migrants secourus lundi par les garde-côtes italiens en Méditerranée ont affirmé, selon un communiqué de ces derniers, avoir été victimes d'une «attaque armée» dans les eaux territoriales maltaises, après qu'une ONG a dénoncé la veille des «tirs» de garde-côtes libyens dans la même zone.

Les garde-côtes italiens ont indiqué avoir intercepté tôt lundi un «bateau de pêche en provenance de Libye transportant 140 personnes, à environ 64 kilomètres des côtes siciliennes, dans la zone de recherche et de sauvetage sous responsabilité italienne».

Les personnes secourues, parmi lesquelles «trois blessés nécessitant des soins médicaux urgents», ont été débarqués dans le port de Pozzallo, dans le sud de la Sicile.

«Selon les premières déclarations des occupants, le bateau de pêche a été la cible d'une attaque armée à environ 160 kilomètres au sud-est de Malte, dans la zone de recherche et de sauvetage sous responsabilité maltaise», ajoute le communiqué des garde-côtes.